

ETUDE DU SECTEUR PRIVE



Etude du Secteur Privé de la Guinée et Recommendations Pour Son Développement Futur

Prepared under the
Guinea Private Agribusiness
Preparation Project

Project No. PIO/T-0212-3-40001
Contract No. LAC-0212-C-00-5014-00

Prepared par Donald J. Rhatigan - Chemonics International, Septembre, 1986

GUINEE

ENQUETE SUR LE SECTEUR PRIVE

PROJET DE PROMOTION DE L'AGRO-INDUSTRIE EN GUINEE

CONTRAT AID N° LAC-0212-C-00-5014-00

SOU MIS A:

L'AGENCE DES ETATS-UNIS POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
CONAKRY, GUINEE

PAR:

CHEMONICS INTERNATIONAL CONSULTING DIVISION
2000 "M" STREET, N.W. SUITE 200
WASHINGTON, DC 20036

October 1986

Elaboré par
Donald J. Rhatigan
Consultant du secteur privé

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Préface	
Résumé et recommandations	1
A. Résumé	1
B. Recommandations	3
1. Introduction	5
1.1 Objectif	5
1.2 Méthodologie	5
1.3 Plan de sondage de l'enquête	6
1.4 L'échantillon de l'enquête	7
1.5 Couverture de l'échantillon	9
2. Analyse des données d'enquête	11
2.1 Informations générales	11
2.2 Profil des caractéristiques des investisseurs	12
2.2.1 Résumé des résultats de l'enquête	12
2.2.2 Profil des investisseurs	16
2.3 Profils d'enquête régionaux	17
3. Interprétation des résultats de l'enquête	20
3.1 Structure du secteur privé en Guinée	20
3.1.1 Activités agricoles directement productives	20
3.1.2 Activités de transformation non agricoles	20
3.1.3 Activités manufacturières	21
3.1.4 Commerce dans le secteur privé	21
3.1.5 Les entreprises publiques et mixtes en cours de privatisation	22
3.2 Identification, évaluation et promotion des possibilités d'investissement	22
3.2.1 Identification des possibilités d'investissement	22
3.2.2 Evaluation des possibilités d'investissement	25
3.2.3 Promotion	25
3.3 Obstacles au développement du secteur privé	27
3.3.1 Identification des obstacles	27
3.3.2 Recommandations pour éliminer les obstacles	27
3.4 Recommandations d'action en rapport avec la définition des tâches de l'enquête sur le secteur privé	31

TABLE DES MATIERES (Suite)

	Page
4. Possibilités de projet identifiées	32
Annexe 1: Questionnaire d'enquête	
Annexe 2: Profils d'enquête régionaux	
Annexe 3: Tabulation des données des questionnaires individuels	
 Liste des figures et des tableaux	
Figure 1: Villes comprises dans l'échantillon de l'enquête sur le secteur privé	8
Tableau 1: Distribution des questionnaires par activité et par emplacement	10
Tableau 2: Classification des entreprises manufacturières publiques et mixtes en Guinée - 1984	24

Préface

L'enquête sur le secteur privé en Guinée a été réalisée pendant la période du 15 juillet au 10 octobre 1986 sur la demande du Bureau des affaires de l'USAID de l'Ambassade des Etats-Unis à Conakry. L'étude était financée par le contrat concernant le Projet de promotion de l'agro-industrie en Guinée, contrat exécuté par Chemonics International, Washington, D.C., en conjonction avec le Ministère du Plan et de la coopération internationale et le Centre national de la promotion des investissements privés (CNPIP). Les travaux sur le terrain en Guinée se sont déroulés pendant la période du 25 juillet au 17 septembre 1986.

L'auteur souhaite exprimer ses remerciements à tous les entrepreneurs du secteur privé qui ont accepté d'être interviewés et aux nombreux officiels qui ont collaboré avec l'équipe d'enquête dans les neuf préfectures visitées.

Nous exprimons nos remerciements aux membres de l'équipe de l'enquête sur le terrain: M. Mamadou Condé, chef de mission et enquêteur; M. Elmar Cécé, enquêteur; M. Djibril Kouyaté, chef d'administration du CNPIP, et M. Noumake Condé, chauffeur.

RESUME ET RECOMMANDATIONS

A. Résumé

1. Nous avons obtenu soixante-six questionnaires utilisables au cours du programme d'entrevues. Ils se répartissent comme suit:

Conakry	8	Mamou	7	Kankan	10
Fria	6	Kindia	9	Kissidougou	7
Labé	8	Siguiri	11		

2. Il existe un important secteur privé non agricole en Guinée, concentré principalement dans le commerce, les services (réparations automobiles, soudure, etc.) et la transformation artisanale. Peu d'activités, cependant, peuvent être considérées caractéristiques du secteur industriel d'une économie de marché en développement; le pays se caractérise par une structure économique de subsistance qui ne comprend que les activités de transformation essentielles. Les neuf entreprises de transformation légère de l'échantillon (les seules qu'on ait pu identifier) employaient un total de 205 personnes. Le secteur de transformation légère comprend les activités de transformation non artisanales, généralement à caractère de substitution des importations, mais pas les traditionnelles usines de savon, menuiseries, etc. qu'on trouve dans pratiquement tous les centres ruraux.

3. Il existe de nombreuses associations coopératives constituées de négociants, artisans et producteurs, dont les membres produisent sur une base individuelle privée.

4. Si un nombre considérable de possibilités de création de petites et moyennes entreprises privées ont été identifiées pendant l'enquête, peu présentent un intérêt financier pour les investisseurs étrangers, tel qu'envisagé dans la définition actuelle des tâches. Le projet non agricole le plus coûteux mais raisonnablement réalisable moyennant une promotion active de la part des investisseurs extérieurs à Conakry compris dans l'échantillon représentait un investissement de 250.000 dollars. L'étude ne portait pas sur les autres secteurs pouvant être encouragés tels que l'exploitation minière, l'agro-industrie à grande échelle et la pêche commerciale.

5. On a identifié pendant l'enquête les principaux obstacles suivants au développement du secteur privé:

- Manque d'accès au crédit pour constituer un fonds de roulement et investir.

- Manque général de connaissances de la part des entrepreneurs éventuels dans les domaines de l'administration commerciale

générale, de la commercialisation, de l'élaboration de projets et des procédures de crédit et bancaires.

- Goulets d'étranglement multiples au niveau des intrants, le plus grave concernant le carburant, les intrants importés et les pièces de rechange.

- Infrastructure physique inadéquate.

- Formalités administratives compliquées, coûteuses, longues et constamment modifiées pour la création de nouvelles entreprises et les activités de chargement dans le port de Conakry.

6. L'enquête a clairement démontré que l'utilisation du crédit bancaire est pratiquement inconnue à l'extérieur du secteur commercial de Conakry. Etant donné l'obligation de fournir des garanties en espèces de 30 pour cent ou plus, il est probable que la plupart des petits et moyens entrepreneurs ne répondent pas aux conditions d'octroi de crédit à court terme appliquées par le secteur bancaire commercial rétabli. Plusieurs enquêtés ont également indiqué que leur trésorerie avait été sérieusement affectée par le blocage permanent des fonds associé à la fermeture du système bancaire étatique en décembre 1985. Les sources de financement du développement à moyen et long terme pour le secteur privé ont été effectivement paralysées au cours des récentes années.

7. La situation du crédit devrait s'améliorer sensiblement en 1987. Dans le cadre du programme de réforme structurelle, des lignes de crédit pour le développement de petits projets d'un montant total de quelque 20 millions de dollars seront fournies par plusieurs bailleurs de fonds, tandis que les besoins de traitement du projet de Petites et moyennes entreprises de la Banque mondiale seront simplifiés. Ces lignes de crédit ainsi que les 10 millions de dollars récemment octroyés par l'USAID à l'appui des activités commerciales seront gérés par le système bancaire commercial. La BICIGUI prévoit de créer douze filiales dans le pays d'ici à la fin de 1987.

8. Bien que l'USAID et d'autres bailleurs de fonds pensent que le système bancaire nouvellement rétabli pourra faire face aux besoins de crédit des petites et moyennes entreprises, il y a des raisons de rester prudent sur l'efficacité initiale du système. Les problèmes suivants subsistent:

- La difficulté d'obtenir des garanties viables non monétaires du fait de l'absence d'un marché foncier privé et d'un système d'octroi de titres de propriété, à quoi s'ajoutent d'autres lacunes juridiques.

- Le manque de confiance général du secteur bancaire en raison des déboires avec le système bancaire national.
- La capacité d'absorption du système étant donné que la plupart des PME visées connaissent mal les règles et les procédures de préparation de projet et de demande de crédit.
- L'incertitude qui pèse sur l'aptitude de la BICIGUI à fournir du personnel compétent pour assurer une expansion rapide et économique et gérer efficacement les lignes de crédit octroyées au développement des petites entreprises.

9. Une importante question de politique se pose. Quelle est la meilleure manière de favoriser le développement d'une économie à caractère privé prospère et les intérêts américains à long terme en Guinée: en encourageant les investissements étrangers, au risque, si cette stratégie s'avère concluante, d'étouffer le secteur privé en Guinée encore fragile; ou en mettant l'accent sur le développement des aptitudes de création et de gestion d'entreprise et l'intensification du recours au crédit par les entrepreneurs guinéens? On ressent déjà un ressentiment considérable à l'égard du rétablissement d'une forte présence économique française.

B. RECOMMANDATIONS

A la lumière des difficultés que présente à ce stade la promotion auprès des investisseurs étrangers d'un secteur de transformation et agro-industriel guinéen, sauf dans des conditions toutes particulières, et devant la gravité des obstacles identifiés, il est recommandé d'utiliser les ressources de l'USAID/Guinée pour combler les lacunes structurelles identifiées dans le secteur privé encore fragile.

Les domaines suivants représentent ceux où l'intervention de l'USAID/Guinée semble correspondre à ses priorités de développement national et aux ressources disponibles:

- Assistance technique aux programmes de formation visant à multiplier le nombre de chargés de prêt compétents, qui à leur tour seraient prêts à aider les entrepreneurs dans les démarches de préparation de projet et de demande de crédit ainsi que dans la gestion générale des petites entreprises.
- Monétiser les ressources du programme PL 480 et les autres programmes d'aide alimentaire pour établir une ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises auxquelles les garanties personnelles étroitement surveillées et autres garanties non conventionnelles seraient applicables.

Ces éléments pourraient être combinés dans un programme de crédit supervisé semblable aux programmes appliqués avec succès dans d'autres pays africains par des organisations privées à but non lucratif et/ou par de petites banques d'affaires. La conception du projet reposerait sur le concept que l'autonomie économique est réalisable à terme. S'il n'est pas possible d'assurer un financement par ligne de crédit et si le projet ne comporte qu'un volet de formation, il serait possible d'utiliser les chargés de prêt nouvellement formés en conjonction avec les lignes de crédit administrées par la BICIGUI.

Dans un cas comme dans l'autre, il est recommandé d'élaborer un document similaire aux documents d'identification de projet pendant la phase du programme d'étude du secteur privé qui se déroule à Washington au lieu de fiches de projet individuelles.

L'approche repose sur l'hypothèse que les ressources de l'USAID en Guinée peuvent être employées plus effectivement pour surmonter les problèmes de liquidité et d'aptitudes directement à la base -- domaine dans lequel l'USAID et les organisations qu'elle finance ont des antécédents -- au lieu de procéder à la promotion des projets au niveau des petites et moyennes entreprises. Cette dernière option, dans le cas de la Guinée, implique de gros risques économiques et un environnement politique incertain pour les entrepreneurs très hésitants, avec de très faibles chances de succès.

I. INTRODUCTION

1.1 Objectif

Les principaux objectifs de l'Enquête sur le secteur privé en Guinée, tels qu'énoncés dans la définition des tâches, sont les suivants:

- Obtenir des informations sur la structure du secteur privé en Guinée afin de fournir à l'USAID une solide base de définition de la stratégie de développement des entreprises privées pour le pays.
- Identifier et évaluer les possibilités de promouvoir des projets d'investissement auprès des investisseurs locaux et étrangers.
- Identifier les obstacles au développement auxquels se heurtent les entrepreneurs guinéens et proposer des solutions permettant de surmonter les obstacles au développement des entreprises privées en Guinée.

La définition complète des tâches de cette étude est présentée à l'Annexe A au présent rapport.

1.2 Méthodologie

L'instrument principal utilisé pour recueillir les informations nécessaires à l'étude était un programme de questionnaires d'enquête, destiné à:

- classer les entreprises privées et les entrepreneurs par ligne de produits, taille, emplacement et type de société;
- déterminer le degré de volonté et les capacités d'expansion;
- identifier les principaux obstacles au développement auxquels sont confrontés les entrepreneurs;
- identifier les possibilités d'investissement et acquérir des informations adéquates pour préparer des fiches de projet succinctes destinées à servir d'outil promotionnel.

Au terme de l'enquête, les propositions de projets d'investissement identifiées devaient être évaluées et les plus réalistes -- en termes commerciaux -- sélectionnées pour préparer les fiches.

Au début du programme de travail, l'USAID/Conakry a indiqué que la plus grande partie du temps et des ressources du projet serait consacrée aux régions extérieures à la zone métropolitaine de Conakry, où, d'une manière générale, on savait peu de choses sur l'échelle et la structure des activités du secteur privé.

Le questionnaire élaboré et utilisé pour l'enquête est présenté à l'annexe 1 au présent rapport.

1.3 Plan de sondage de l'enquête

Le plan de sondage de l'enquête a été défini en fonction des critères suivants:

- Les travaux sur le terrain à l'extérieur de Conakry seraient exécutés dans une période d'environ un mois (août 1986) et comprendraient une liste indicative des préfectures fournie par l'USAID/Guinée. Cette liste a été ensuite modifiée pour tenir compte des questions logistiques et de transport.
- L'accent a été délibérément mis sur la recherche des activités de transformation et de fabrication ayant le plus de chances d'intéresser les investisseurs potentiels.
- La deuxième priorité serait accordée à la sélection d'un échantillon du secteur non structuré qui participe à des activités de production et de service exigeant des aptitudes spécialisées et/ou commercialisables (menuiserie, soudure, teinture, construction, etc.)
- Pour obtenir une idée globale des activités de chaque région, l'échantillon comprendrait des représentants des associations de négociants, de producteurs, de coopératives, etc., qui constituent des éléments importants d'une économie à vocation agricole.

On a spécifiquement exclu de l'échantillon, afin d'éviter les recouvrements d'efforts, les entreprises publiques et parapubliques privatisées ou en cours de privatisation.

L'échantillon de Conakry, le dernier dans l'ordre chronologique, ne concernait que les activités de fabrication. Les secteurs des PME et de l'artisanat de Conakry ont été soigneusement analysés dans le rapport financé par la Banque mondiale, intitulé "Rapport statistique de l'activité manufacturière en 1984", établi par le CEGIR en mai 1985. Le secteur commercial de Conakry a acquis son propre dynamisme commercial interne et ne semble pas exiger une assistance promotionnelle ou de programme spéciale de la part de l'USAID.

A l'extérieur de Conakry, les échantillons sélectionnés ont été extraits de listes d'activités et de promoteurs. Les statistiques existantes ont été fournies par les services préfectoraux de "Petites et moyennes entreprises", qui sont chargés de recenser les activités du secteur privé dans chaque préfecture. L'échantillon de Conakry a été sélectionné sur la base des informations fournies par la Direction de PME, la Chambre de commerce et des producteurs individuels.

1.4 L'échantillon de l'enquête

A partir des critères ci-dessus et de la nature des activités existantes ou prévues notées à l'arrivée dans chaque préfecture, les villes enquêtées et le nombre de réponses utilisables obtenues sont énumérées ci-dessous dans l'ordre chronologique.

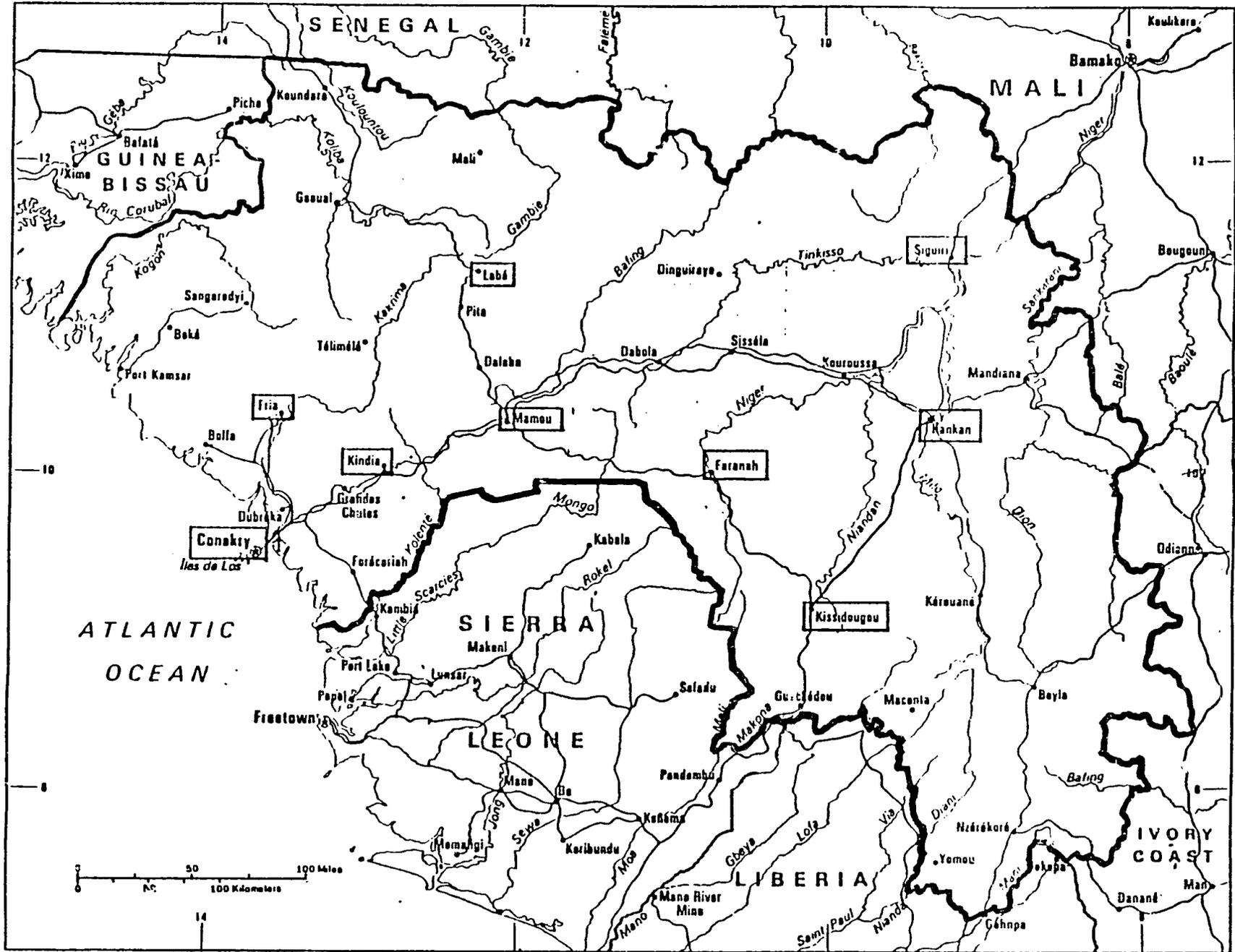
<u>Ville</u>	<u>Dates de l'enquête (1986)</u>	<u>Nombre de réponses utilisables</u>
Fria (prétest)	5-6 août	6
Labe	11-12 "	8
Mamou	13 "	7
Kindia	14-15 "	9
Siguiri	19-20 "	11
Kankan	22-23 "	10
Kissidougou	27 "	7
Faranah	28 "	-
Conakry	10-11 septembre	8
	Total	<hr/> 66

L'emplacement de chaque ville est indiqué à la figure 1, "Villes comprises dans l'échantillon de l'enquête sur le secteur privé".

En raison des retards occasionnés par une panne de véhicule à Kankan, une visite prévue à Gueckedou a été éliminée de l'itinéraire et le programme d'entrevues de l'enquête à Faranah a été annulé lorsque les statistiques de PME ont indiqué qu'aucune autre activité que celles précédemment recensées n'était apparue ou prévue.

Les enquêtes effectuées à Fria, Kissidougou et Conakry ont été réalisées par une équipe d'enquête avec la participation de l'auteur à tous les entrevues. Deux équipes d'enquête ont été utilisées ailleurs, l'auteur accompagnant l'une des équipes à chaque fois. L'auteur a donc participé personnellement à 43 des 66 entrevues de l'échantillon total.

Guinée



502719 9 77 1542154
 Lambert Conformal Projection
 Standard parallels 8° and 32°
 Scale 1 : 600 000

Figure 1. Villes comprises dans l'échantillon de l'enquête sur le secteur privé

- Voie ferrée
- Route
- ✈ Aéroport
- ◻ Labé Ville enquêtée

1.5 Couverture de l'échantillon

Le Tableau 1, "Distribution des questionnaires par activité et emplacement", fournit une ventilation des organisations et des promoteurs interrogés à l'extérieur de Conakry, par type et par nombre. La forte représentation des groupements coopératifs dans l'échantillon indique la tendance des membres de chaque métier et des producteurs à s'organiser en groupes à des fins de commercialisation et de représentation. L'échantillon de Conakry comprenait sept opérations manufacturières et un projet de développement agro-industriel.

L'échantillon choisi, basé sur les critères indiqués et les réalités de chaque ville, ne prétend pas être statistiquement représentatif de toutes les activités non agricoles du secteur privé en Guinée, qui reste encore fortement concentré dans les activités commerciales, de marché et de transformation artisanale. Inversement, l'échantillon comprend quasiment toutes les entreprises dans les régions enquêtées, y compris Conakry, qui se livrent à ce qu'on pourrait appeler des activités de transformation non artisanales et non liées aux services, à l'exclusion des nombreuses boulangeries et ateliers de menuiserie qui se trouvent en Guinée. Cela réduit l'échantillon à sept usines de Conakry (apparemment les seules qui existent), à une chaîne d'assemblage de bicyclettes à Kankan et à trois petites scieries commerciales.

Aucune information ne semble suggérer que la structure est sensiblement différente dans les deux principales zones urbaines non couvertes par l'enquête, Kamsar-Bake et la région forestière du sud-est de la Guinée. La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) indique qu'elle sous-traite très peu dans ses locaux, tandis que l'économie de la région forestière reste encore principalement basée sur la production de bois d'oeuvre et agricole.

TABLEAU I: ENQUÊTE SUR LE SECTEUR PRIVÉ GUINEEN

Distribution des questionnaires
par activité et emplacement

	Fria	Labe	Mamou	Kindia	Siguiri	Kankan	Kissi- dougou	Totals
Coopératives de producteurs		1 (c)		2 (c)	2 (c)	1 (c)		6
Scierie				1		1	2	4
Menuiserie/fabrique de meubles	1	1	1				1	4
Construction de bâtiments	2 (1c)			1			1 (c)	4
Exploitation avicole	1		1	1		1		4
Association de commerçants		1			1	1	1	4
Production agricole individuelle			2	1				3
Fonderie			1 (fa)	1		1		3
Boulangerie moderne			1 (o)		1 (o)		1	3
Atelier de réparation automobile	1	1						2
Forge		1						2
Coopérative de teinture (Batik)		1 (c)		1 (c)				2
Coopérative cordonnerie			1 (c)		1 (c)			2
Sculpture de bois et d'ivoire				1 (c)		1		2
Savonnerie					1	1		2
Minoterie					1	1		2
Soudure industrielle	1							1
Production de fourrage		1 (o)						1
Chaus./ustens. de cuisine en plastique		1 (o)						1
Montage de bicyclettes						1		1
Tapisserie						1		1
Pharmacie vétérinaire					1 (o)			1
Coop. de propriétaires de tracteurs					1 (o)			1
Coop. de transport par taxis/tracteur							1 (c)	1
Projet cotonnier français (CFDT)					1			1
Total	6	8	7	9	11	10	7	58
Dont:								
Coopératives (c)	1	1	1	4	3	1	2	13
Assoc. de commerçants		1			1	1	1	4
Projets pas encore en service (o)		2	1		2			5

Notes: 1. Le tableau exclut huit (8) questionnaires dans la région de Conakry.
2. Foyer amélioré = (fa)

2. ANALYSE DES DONNEES D'ENQUETE

2.1 Informations générales

Afin de présenter des informations qui répondent aux objectifs multiples de l'étude dans un format intelligible, on a procédé à deux analyses séparées des données d'enquête:

- Profil des caractéristiques des investisseurs
- Profils d'enquête régionaux

Le Profil des caractéristiques des investisseurs est basé sur l'analyse des schémas de réponse individuelle au questionnaire concernant des caractéristiques telles que le nombre d'années de fonctionnement, la ligne de produit ou l'activité, la source des capitaux investis et le type de propriété, les niveaux d'emploi, les obstacles à l'expansion, l'utilisation du crédit, etc. Les données des questionnaires individuels ont été organisées en tableaux et sont présentées sous un format condensé à l'annexe 3 "Tabulation des données des questionnaires individuels". Le Profil des caractéristiques des investisseurs est présenté à la section suivante 2.2 du texte du rapport.

Si le Profil des caractéristiques des investisseurs fait ressortir un certain nombre de tendances assez prononcées dans le comportement des investisseurs guinéens, il est très difficile dans un examen de données agrégées de présenter deux catégories d'informations qui sont extrêmement importantes aux fins de promotion des investissements: la perception de l'environnement économique dans chaque zone enquêtée et l'impression qualitative de l'éventail des activités et des capacités de création d'entreprise rencontrées.

Les neuf profils contenus dans l'annexe 2, "Profils d'enquête régionaux", répondent à ces questions. Les profils présentent le même format, organisé comme suit:

1. Données démographiques
2. Infrastructure
3. Structure économique
4. Analyse des réponses au questionnaire
 - 4.1 Nombre de réponses utilisables
 - 4.2 Répartition par catégorie d'activité
 - 4.3 Observations

Dans la description des sections 4.2 et 4.3 de chaque profil, nous avons tenté de compléter la présentation semi-statistique du Profil des caractéristiques des investisseurs par d'autres impressions personnelles d'entreprises et investisseurs individuels.

2.2 Profil des caractéristiques des investisseurs

2.2.1 Résumé des résultats de l'enquête

Les catégories de données d'enquête examinées ci-dessous correspondent aux titres des colonnes du questionnaire présenté à l'annexe 3, "Tabulation des données des questionnaires individuels".

- **Activité principale:** Les principales activités des sujets de l'enquête sont déjà indiquées au tableau 1, "Distribution des questionnaires par activité et emplacement". Onze des 66 enquêtés se livraient à des activités de transformation non artisanale tandis que trois autres avaient des exploitations avicoles locales de type commercial. Etant donné que le reste des échantillons régionaux a été sélectionné seulement après avoir identifié les enquêtés ci-dessus et que certains échantillons ont dû être constitués d'activités artisanales ou de service très traditionnelles, on peut apprécier l'absence quasi totale, dans l'économie guinéenne, d'activités de transformation au-delà du niveau artisanal, autres que celles des entreprises publiques.
- **Date de démarrage:** Quarante des 66 enquêtés ont indiqué une date de démarrage précédant 1984, indiquant que même pendant la Première République il existait un niveau d'activité important dans le secteur privé, quoique pratiquement toujours à petite échelle. Certaines coopératives de production et de commercialisation ont cependant signalé que leurs activités étaient sévèrement limitées à l'époque, à moins de vendre à des prix artificiellement bas en passant par des organismes publics.
- **Aide publique au démarrage:** Pas un seul enquêté n'a indiqué avoir reçu une aide financière du gouvernement guinéen. Quelques uns ont mentionné des types accessoires d'aide technique.
- **Régime de propriété:** Treize des 66 enquêtés étaient des représentants d'associations coopératives. Sur ces treize, seuls les teinturiers traditionnels sur étoffe indigo, les cordonniers et les ébénistes fonctionnent sur des bases purement coopératives. Les autres sont des associations de producteurs individuels ou, dans le cas de la construction, d'ouvriers qui s'unissent pour répondre aux conditions de certains contrats. Cinq des sept entreprises non traditionnelles

appartenaient à des actionnaires. Les autres éléments de l'échantillon étaient des entreprises individuelles ou familiales.

- Investissement initial: Etant donné les différentes dates de démarrage et les variations monétaires au cours des années, il est difficile de dégager un schéma quantitatif. Il aurait été plus significatif de poser une question sur la valeur actuelle des capitaux fixes, mais la réponse à cette question aurait été mauvaise. Il est clair, cependant, en particulier si on examine les investissements après 1984, qu'en dépit des vicissitudes économiques de la dernière génération, de nombreux promoteurs ont accès à des capitaux étonnamment importants.
- Source de l'investissement: A part deux créations récentes d'usines à Conakry qui ont reçu un crédit d'un fournisseur d'équipement, la quasi-totalité des enquêtés ont indiqué que les fonds investis étaient personnels. On n'a mentionné aucun endettement à part le prêt de 60.000 dollars octroyé par la Banque mondiale à la Coopérative de teinturiers de Kindia en 1963.
- Nombre d'employés: L'entreprise non coopérative la plus importante qui fonctionne actuellement a signalé 76 employés, mais en raison de la faible capacité d'utilisation, ils ne travaillent que quelques jours par semaine. Plusieurs scieries ont indiqué employer une cinquantaine de personnes. Les ateliers de réparation d'automobile, de soudure, ou de menuiserie classiques emploient généralement 25 personnes au maximum. Il semble donc que les notions de gestion d'entreprise ou de décentralisation soient inconnues et inutiles à ce stade de développement du secteur privé en Guinée.
- Activité dépendant des importations: Dans une économie qui produit actuellement de la bauxite, de l'or, des diamants, des produits agricoles primaires et les outils agraires les plus simples, il semble logique que toutes les activités de transformation dépendent des importations. L'amélioration des rendements agricoles nécessitera également d'augmenter les importations d'intrants. Avec une population de seulement 6 millions d'habitants et une structure de production essentiellement primaire, la Guinée dépendra lourdement des échanges extérieurs et devra adopter une économie

très ouverte pour se développer. L'incidence négative de 25 ans d'efforts visant à fermer la structure d'une économie à faible population et de production primaire se fait sentir à tous les niveaux.

- **Chiffre d'affaires annuel:** Le taux élevé de non-réponse et les chiffres manifestement incorrects soulignent la difficulté d'obtenir des réponses crédibles aux questions de type financier dans un questionnaire d'enquête de cette nature.
- **Clientèle principale:** A notre surprise, ce sont les coopératives artisanales traditionnelles (teinture, cordonnerie, menuiserie) qui ont indiqué un gros chiffre d'exportation, ainsi que certains marchands et producteurs fruitiers de Haute-Guinée qui exportent vers le Mali, et la Coopérative fruitière de Kindia qui exporte par l'intermédiaire de FRUITEX. Aucun autre enquêté n'a mentionné des activités d'exportation. Ce sombre tableau illustre également le rôle que le secteur agricole doit jouer si la Guinée entend accroître sensiblement ses recettes d'exportation.
- **Volonté d'expansion:** La quasi-totalité des enquêtés ont répondu par l'affirmative, bien que pour certains l'idée soit confuse ou distante, sans aucun plan précis.
- **Marché potentiel:** La plupart des enquêtés ont également signalé d'importantes possibilités de commercialisation pour leurs biens et services. Il semble qu'il existe une forte demande non satisfaite, les producteurs industriels et artisanaux indiquant que leurs principaux problèmes de commercialisation résident davantage dans la faible capacité de production que dans le volume de la demande. C'était particulièrement le cas des producteurs d'oeufs et de volailles.
- **Principaux obstacles à l'expansion:** Une réponse a dominé toutes les autres: le manque d'accès au capital, qu'il s'agisse de prises de participation, de crédit ou de fonds de roulement. Une autre catégorie de réponse, secondaire mais également importante a signalé que l'approvisionnement en matériaux et en carburant était un goulet d'étranglement, non seulement pour l'expansion, mais aussi pour la production actuelle. Les goulets d'étranglement en tous genres étaient

beaucoup plus notables en Haute-Guinée qu'à Fouta Djallon ou à Conakry. La seule région où les contraintes d'approvisionnement ne sont pas un problème est Fria où la société Friguia (l'entreprise mixte franco-guinéenne d'exploitation et de raffinage de la bauxite) approvisionne ses sous-traitants par son propre système de passation de marchés.

- Principaux besoins d'expansion (ou de démarrage): Ici encore, il semble que les capitaux soient le principal besoin. L'absence totale de facilités de crédit à l'extérieur de Conakry est un frein majeur à la création de nouvelles activités. Il a été démontré dans d'autres pays que l'accès à des quantités très modestes de capitaux d'amorçage a entraîné des taux d'intérêt très élevés dans le secteur des micro-entreprises rurales et urbaines. La plupart des enquêtés ignoraient l'existence des diverses lignes de crédit dont l'ouverture est prévue pour 1987.
- Formation/Assistance technique: Les promoteurs qui prévoient d'acheter des biens d'équipement importés se rendent compte de l'importance de la formation. On a l'impression que les besoins de formation ont tendance à être sous-estimés par les artisans et, point plus important, par les marchands/producteurs qui envisagent d'investir dans des activités de transformation.
- Utilisation préalable/type de crédit: Dix-sept des 66 enquêtés ont mentionné avoir déjà fait appel au crédit. Outre le prêt de la Banque mondiale à la Coopérative de Kindia et le système de crédit associé au projet cotonnier français, tous les enquêtés qui utilisent le crédit ont indiqué qu'il s'agit de crédit fournisseur, de prêts familiaux ou, dans le cas des associations de commerçants, de fonds renouvelable interne. L'implication est très claire. Ni l'ancien ni le nouveau système bancaire ne répondent en aucune façon aux besoins du segment du secteur privé enquêté.
- Volonté de diversification/secteur: Plus de la moitié des enquêtés ont indiqué qu'ils cherchaient à diversifier leurs activités. Cette volonté de diversification allait de projets bien définis à des intentions assez vagues de cultiver des terres. En règle générale, plus l'activité était artisanale ou traditionnelle, moins l'intérêt pour la diversification était marqué.

- Autres commentaires (impressions des enquêteurs): En dehors des réponses au questionnaire, les impressions suivantes sont ressorties des entrevues:
 - Il règne une méconnaissance notable des implications des différents régimes de propriété (participation/endettement). De nombreux investisseurs potentiels ne semblent pas réaliser que, s'ils ont un partenaire qui détient 90 pour cent des parts, ils auront peu de contrôle sur le projet ou les bénéficiaires.
 - La plupart des investisseurs potentiels sont soit mal informés soit mal équipés pour entreprendre les démarches de préparation de projet nécessaires pour faire une demande de crédit bancaire.
 - On note un manque systématique de diffusion des informations sur les circuits de financement des projets potentiels. Dans plusieurs préfectures, même la Direction des PME ignorait l'existence de la ligne de crédit de la Banque mondiale pour les PME.

2.2.2 Profil des investisseurs

En termes très généraux, les entrepreneurs éventuels enquêtés peuvent être classés comme suit:

- Les Libanais de Conakry, qui sont des investisseurs sophistiqués relativement bien dotés en capitaux, et qui savent identifier des marchés et mobiliser des ressources dans le contexte ouest-africain. Etant donné l'absence d'obstruction délibérée et la présence d'un système bancaire acceptable, ils sont tout à fait capables de prendre soin d'eux-mêmes.
- La classe des commerçants/producteurs traditionnels guinéens à l'intérieur du pays, en particulier à Fouta Djallon et en Haute-Guinée. Bien qu'ils soient probablement bien dotés en capitaux, et fins négociants, ils ne sont généralement pas bien éduqués et sont mal préparés à s'orienter vers des activités de transformation au lieu du secteur de la commercialisation, et manquent de compétences techniques. Il reste à voir à quel point ils sont capables et/ou désireux de participer à des activités d'exportation agricole à grande échelle, et de travailler avec des partenaires étrangers. L'équipe d'exécution

du projet PME de la Banque mondiale indique qu'il faut beaucoup de temps et d'efforts pour concrétiser les idées de projet des commerçants dans une forme convenable de préparation de demandes de prêts.

- L'entrepreneur potentiel peu doté en capitaux, souvent de formation universitaire, ayant des idées de projets viables avec des études de faisabilité raisonnablement bien conçues, mais qui manque de moyens financiers pour passer à l'action. Cette classe est souvent associée avec des idées de transformation agricole, des exploitations avicoles, etc. et comprend souvent d'anciens fonctionnaires. Ce groupe pourrait tirer parti de projets de création de petites entreprises et d'un meilleur accès au crédit. L'échelle généralement envisagée (exploitation avicole semi-technique de 5.000 poulets) n'intéresse généralement pas les investisseurs guinéens ou étrangers. C'est cependant l'échelle d'opérations qui serait la plus utile à l'économie régionale et au développement des entrepreneurs ruraux habitués à adapter des technologies appropriées à leur environnement. C'est également dans cette classe d'entrepreneurs qu'il convient de distinguer ceux qui sont capables d'aller de l'avant de ceux dont les ambitions dépassent leurs moyens ou leurs capacités.

- La classe artisanale traditionnelle. Tenter de convertir la majorité des artisans traditionnels à des activités plus importantes ne constituera probablement pas un moyen économique d'utiliser les fonds publics. Il y a cependant quelques exceptions, telles que les coopératives d'artisans axées sur les exportations mentionnées plus haut, et les ateliers de soudure, de menuiserie et de réparation automobile d'orientation plus expansionniste. Les programmes de crédit encadré à relativement petite échelle du type souvent adopté par les organisations privées à but non lucratif se sont avérés fort efficaces auprès de cette clientèle.

2.3 Profils d'enquête régionaux

On a établi neuf profils régionaux, un par préfecture étudiée. Les préfectures et la distance entre Conakry et les capitales de préfecture sont les suivantes:

Conakry	----	Mamou	285 km	Siguiri	940 km
Fria	160 km	Kindia	135 km	Kissidougou	600 km
Labé	440 km	Kankan	800 km	Faranah	475 km

Les profils sont présentés à l'annexe 2, "Profils d'enquête régionaux". Les principales observations qui ressortent de la préparation des profils régionaux sont résumées ci-dessous:

- Quelle que soit la norme adoptée, même pour les pays en développement, l'infrastructure est gravement déficiente en Guinée. En termes de promotion, le réseau routier actuel, l'infrastructure de distribution d'eau et d'électricité constituent indubitablement des facteurs négatifs. Même les garages et les ateliers de menuiserie sont contraints de s'équiper en générateurs électriques pour fonctionner.
- Au plan positif, Kankan, Labé et Faranah, en plus de Conakry, disposent d'aéroports praticables, qui pourraient servir à envoyer des fruits frais vers le marché européen.
- Nombre des régions rizicoles de la Haute-Guinée ont d'abondantes réserves d'eau souterraine facile d'accès qui pourraient être mises en valeur pour assurer une irrigation complémentaire.
- Le secteur privé de Fria, comme l'ensemble de la ville, doit son existence à la mine de bauxite et à la raffinerie d'aluminium de Friguia, S.A. Friguia a participé à la création d'un réseau de sous-traitants qui assurent les besoins d'entretien et de construction de logements de la compagnie. Ils forment un groupe de négociants industriels privés comme il n'en existe aucun autre en Guinée. Les entreprises de bauxite OBK (Kindia) et CBG (Kamsar) fonctionnent presque entièrement en enclave et emploient directement leur personnel. Les contrats de sous-traitance locaux sont donc rares dans ces régions.
- A part Fria et Conakry, la structure des activités non agricoles du secteur privé dans les autres villes enquêtées est très similaire. Elle comprend presque exclusivement des activités commerciales et de service artisanal; une boulangerie à four électrique en prévision ou qui fonctionne déjà; une savonnerie traditionnelle; et plusieurs gros ateliers de soudure, de réparation automobile et de menuiserie (20 employés). Les commerçants/producteurs ont tendance à constituer l'élite économique locale.

- La pénurie de carburant et de matériaux et les goulets d'étranglement sont une donnée constante à travers toute la Guinée. Comme on pouvait s'y attendre, la situation est sensiblement plus difficile en Haute-Guinée, Kankan et Siguiri étant séparées de Conakry par 800 et 940 km de routes difficiles.
- La plupart des gros commerçants en Haute-Guinée sont d'importants négociants de diamants et d'or; ils exportent également un volume appréciable de fruits et légumes vers le Mali, leurs recettes en devises n'étant pas enregistrées dans les comptes nationaux.
- Les activités d'investissement semblent se développer fortement à Kankan, outre l'activité enregistrée par la Direction préfectorale des PME.
- Les bureaux préfectoraux de la Direction des PME en Haute-Guinée étaient nettement moins bien informés qu'ailleurs sur la ligne de crédit du projet PME de la Banque mondiale.
- Les producteurs de Conakry enquêtés signalent que les droits de douane perçus sur les intrants intermédiaires pour la transformation locale sont identiques à ceux perçus sur les produits ouvrés importés pour la vente directe.

3. Interprétation des résultats de l'enquête

Il est préférable d'interpréter les résultats de l'enquête à la lumière des objectifs initiaux, à savoir:

- Rassembler des informations sur le secteur privé en Guinée qui serviront de base de définition d'une stratégie de développement des entreprises privées.
- Identifier et évaluer les possibilités de projets d'investissement à promouvoir auprès des investisseurs locaux et étrangers potentiels.
- Identifier et formuler des recommandations pour atténuer les obstacles au développement auxquels sont confrontés les entrepreneurs guinéens.

3.1 Structure du secteur privé en Guinée

Les critères de sélection de l'échantillon ont été délibérément définis dans l'idée de rechercher des projets méritant d'être encouragés et des entrepreneurs dans les activités agro-industrielles et manufacturières. On n'a donc pas envisagé ni tenté de réaliser un recensement statistique de toutes les activités du secteur privé. Après avoir mené l'enquête, nous possédons les informations suivantes sur la structure des divers éléments du secteur privé en Guinée.

3.1.1 Activités agricoles directement productives

La collecte des données concernant la structure du secteur agricole proprement dit ne faisait pas partie de la définition des tâches. Le meilleur moyen d'obtenir des informations quantitatives fiables sur la structure de production générale du secteur est de consulter les études sectorielles réalisées par la Banque mondiale et d'autres institutions.

3.1.2 Activités de transformation non agricoles

Les statistiques de recensement locales obtenues auprès de diverses directions préfectorales des PME et comprises dans les profils d'enquête régionaux témoignent des faits suivants:

- en dépit de la politique économique des vingt-cinq premières années d'indépendance, il a toujours existé un secteur privé actif au niveau des activités de subsistance, de marché, commerciales et artisanales.
- la structure de ce secteur privé est encore lourdement orientée vers ces activités. On décompte actuellement, même à Conakry, relativement peu d'activités dans le secteur privé au-delà du niveau des boulangeries/

menuiseries pouvant être classées dans le secteur de la transformation non artisanale ou des industries manufacturières légères.

- les projets que les divers entrepreneurs envisagent ou cherchent à financer sont virtuellement tous à très petite échelle et correspondent à la structure des économies locales.

Un recensement des activités manufacturières, en particulier l'estimation de la valeur ajoutée pour 1984, a été effectué par le CEGIR sous les auspices de la Banque mondiale et du Ministère du développement industriel. Les résultats de l'enquête, présentés dans ce rapport, fournissent avec le rapport du CEGIR une image qualitative et quantitative relativement complète de la structure et de la portée des activités de transformation du secteur privé non agricole.

3.1.3 Activités manufacturières

Une fois que l'on s'éloigne du niveau des boulangeries/ menuiseries/ateliers de soudure/savonneries traditionnelles, l'éventail des activités manufacturières en Guinée est très réduit. Il existe la raffinerie d'oxyde d'aluminium de Friguia, les activités de séparation du minerai à Kamsar et Kindia, des entreprises publiques ou mixtes, et peu d'autres activités à part les huit petites usines et les trois scieries commerciales comprises dans l'échantillon. On dénombre assurément plus de scieries dans la région forestière du sud-est de la Guinée, et l'on sait qu'une petite savonnerie, une petite usine de torréfaction du café et probablement d'autres petites activités à Conakry ont échappé à notre enquête. La conclusion reste la même: les sept petites usines de Conakry et l'atelier de montage de bicyclettes de Kankan représentent pratiquement la totalité des industries légères privées en Guinée. Ensemble, elles emploient 205 personnes. Les trois scieries commerciales de l'échantillon ont 125 employés. Les activités de transformation légère en Guinée, y compris la transformation agricole à l'échelle commerciale, sont par conséquent inexistantes.

3.1.4 Commerce dans le secteur privé

On a observé depuis longtemps qu'une fois les politiques macro-économiques et monétaires en place, le commerce ouest-africain a tendance à survivre de lui-même sans intervention de l'USAID par des projets spécifiques. On n'a donc pas estimé approprié, compte tenu des objectifs de l'étude, de tenter d'identifier des possibilités de commercialisation ou d'évaluer le nombre d'importateurs brevetés, le volume d'échanges, etc., bien que ces chiffres soient probablement disponibles, éparpillés entre plusieurs ministères. Par nécessité, les représentants des associations de commerçants ont été inclus dans l'échantillon

régional, étant donné qu'ils constituent l'élite économique et la source d'importants capitaux d'investissement dans l'intérieur du pays.

3.1.5 Les entreprises publiques et mixtes en cours de privatisation

Ce secteur de la structure industrielle guinéenne semble faire l'objet de multiples études, aussi n'est-il pas inclus dans l'étude sur le secteur privé. Le Tableau 2 suivant, tiré du rapport du CEGIR, fournit une ventilation des entreprises manufacturières publiques et mixtes par secteur en 1984. A cette époque, les 23 usines actives employaient un total de 4.533 personnes, contre 205 personnes dans ce qui représente la quasi-totalité du secteur privé des activités de transformation légère en 1986. Etant donné la tendance à un excès de main-d'oeuvre et à des activités irrégulières, ces chiffres d'emploi surestiment vraisemblablement l'importance relative des entreprises en termes de production.

3.2 Identification, évaluation et promotion des possibilités d'investissement

Il est préférable d'examiner les résultats de cette phase de l'enquête en les décomposant en éléments distincts.

3.2.1 Identification des possibilités d'investissement

Comme elle l'a démontré avant l'indépendance, la Guinée possède une base de ressources agricoles et minérales permettant le développement d'une économie d'exportation prospère. Sa population (6 à 7 millions) limite ses possibilités de développement à grande échelle d'un secteur de production de biens de consommation destinés au marché intérieur. Néanmoins, les autres pays en développement ayant une population similaire ont prouvé qu'il y a encore beaucoup à faire au niveau de la transformation alimentaire et des activités de transformation légère destinées à remplacer les importations, sans devoir recourir à une protection douanière qui distordrait la répartition des ressources.

A l'heure actuelle, la Guinée se trouve à un stade qu'on pourrait qualifier de pré-développement. Ses industries de transformation et d'exportation agricole de la période coloniale se sont entièrement effondrées. Les industries de transformation légères privées sont quasi inexistantes. L'écart entre les réalisations passées et les possibilités, d'une part, et ce qui existe actuellement, d'autre part, est énorme. A l'évidence, compte tenu de cet écart, les possibilités d'investissement abondent.

Il reste à savoir comment les identifier et les concrétiser, à qui confier cette tâche et comment les promouvoir.

Il s'est avéré difficile dans le courant de l'enquête de soutirer de la plupart des enquêtés, en particulier des commerçants, guère plus que des idées vagues sur la nature de leurs plans. Cette difficulté tient à des raisons diverses:

- la brièveté inévitable de chaque entrevue (45 minutes à une heure et demie)
- le caractère impromptu de l'entrevue
- l'hésitation à aborder les questions financières en public, même en termes vagues
- à l'exception de quelques entrepreneurs et anciens fonctionnaires plus sophistiqués à Conakry, l'entrepreneur guinéen connaît généralement mal les fiches de projet et ne pense pas en des termes aisément applicables aux fiches. Même ceux qui sont capables d'articuler des idées de projet ne se préoccupent pas d'évaluer la demande du marché, ou seulement en des termes très vagues.

Sur l'ensemble de l'échantillon, un maximum de cinq entrevues peuvent être traduits en fiches de projet, et uniquement parce que le promoteur était également en contact avec le CNPIP. Nous sommes donc contraints de conclure que:

- l'enquête s'est avérée une source précieuse d'informations, y compris l'identification générale de nombreuses possibilités d'investissement. Elle n'a en revanche pas été utile pour établir des fiches de projet.
- il est préférable de séparer les entrevues d'enquête et l'identification de projets spécifiques, en particulier lorsqu'on a affaire à des illettrés ou à des individus qui ignorent les possibilités de crédit.

Une liste des idées d'investissements possibles dans le secteur privé identifiées est présentée au chapitre quatre du texte.

Tableau 2: Classification des entreprises publiques et mixtes

Industries manufacturières en Guinée - 1984

	SITUATION ACTUELLE			STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ:		EMPLOI DANS 23 USINES EN SERVICE				
	TOTAL	En service	En rénovation	Fermée	Etat	Mixte 50% Etat 50% privé	Nombre d'usines	Employés production	Employés administ.	TOTAL EMPLOYES
Industrie										
Transf. alim.	15	8	2	5	13	2	8	2,141	410	2,551
Chimie	9	5	3	1	7	2	5	231	98	329
Matériaux de construction	5	1	2	2	4	1	1	213	27	240
Métallurgie	4	4	--	--	4	--	4	399	116	515
Menuiserie	3	2	1	--	3	--	2	176	48	218
Textile	2	--	1	1	2	--	--	--	--	--
Autre	3	3	--	--	3	--	3	629	51	680
	41	23	9	9	36	5	23	3,783	750	4,533

Note: 1. 16 des 23 usines en service se trouvaient à Conakry.

2. Les 23 usines en service étaient utilisées en moyenne à 28 pour cent.

Source: OEGIR: Rapport statistique de l'activité manufacturière en 1984; mai 1985.

3.2.2 Evaluation des possibilités d'investissement

L'évaluation préliminaire des projets d'investissement du secteur privé exige au minimum:

- une certaine idée des débouchés qui existent pour le produit ou le service, et de la concurrence
- une évaluation fiable de la technologie à employer et de sa relation avec l'investissement et les coûts d'exploitation projetés
- une analyse des flux financiers et un plan financier réalistes

L'examen des dossiers de projet classés au CNPIP indique que certains de ces éléments sont presque toujours absents ou, s'ils existent, ils exigent une vérification. L'expérience du projet PME montre également que la préparation d'un projet qui mérite d'être évalué exige de multiples contacts personnels. Toute autre méthode relèverait de la conjecture, les nombres fournis par le promoteur n'étant guère impartiaux.

En conséquence, l'évaluation ne peut être que très générale, à en juger par les commentaires recueillis au cours des entretiens ou par les dossiers du CNPIP, à savoir:

- ce concept est tout à fait déraisonnable
- ce projet semble réalisable mais il nécessite d'autres informations
- ce projet est bien articulé mais des vérifications s'imposent

Dans le contexte guinéen, il faudra beaucoup plus de contacts personnels avec les investisseurs potentiels et de vérifications indépendantes par des analystes de projet pour produire des analyses de crédit significatives. Il convient de tenir compte de cet impératif pour gérer des lignes de crédit axées sur les petits projets si l'on entend maintenir les taux de défaut de paiement à des niveaux satisfaisants.

3.2.3 Promotion

La promotion des possibilités d'investissements étrangers ne peut porter de fruits à moins que l'investisseur ne soit raisonnablement certain que le niveau des profits nets qu'il peut rapatrier en monnaie forte est proportionnel au niveau de risque économique et politique, au volume d'investissement requis et aux coûts fixes de déplacement, de traduction, aux frais de conseil

juridique, etc., nécessaires pour concrétiser une idée en un projet viable.

Malgré des possibilités agro-industrielles certaines, la République de Guinée ne peut être considérée comme un pays propice aux investissements étrangers à l'heure actuelle.

Pour les industries de réexportation mobiles (celles qui ne sont pas liées à une région particulière), un certain nombre de pays dans l'hémisphère occidental ou en Asie du Sud-Est offrent de meilleures incitations, de meilleurs circuits de commercialisation, apparemment une meilleure stabilité politique, monétaire et économique, moins de problèmes de communications et des pratiques commerciales plus familières.

Les opérations de transformation ou la fabrication légère de produits de substitution des importations envisageables par les investisseurs potentiels ne représentent pas une échelle intéressante pour les investisseurs étrangers. Le code d'investissement actuel (qui doit être révisé sous peu) interdit en fait la prise de contrôle par des capitaux étrangers des entreprises de moins de vingt personnes. C'est précisément l'ordre de grandeur qui a été mentionné le plus souvent, et l'échelle à laquelle les entrepreneurs éventuels possédaient généralement des capitaux limités et espéraient recevoir la quasi-totalité des capitaux requis de quelqu'un d'autre.

Rationnellement, donc, les seules activités du secteur privé en Guinée qui offrent des possibilités sérieuses de promotion auprès des investisseurs étrangers sont les suivantes:

- les activités basées sur les ressources, c'est-à-dire celles qui doivent se situer en Guinée parce que c'est là que se trouvent, par exemple, les matières premières des agro-industries
- les activités qui se déroulent à une échelle suffisamment importante pour justifier les coûts fixes élevés de création et d'exploitation d'une entreprise en Guinée
- certaines possibilités commerciales pour les aventureux

A l'exception de quelques lignes de produits très spécifiques (que l'auteur ne connaît pas particulièrement), ou de la vente de droits d'exploitation aux opérateurs locaux, le développement des industries légères sera vraisemblablement assuré par les commerçants locaux qui se transformeront en entrepreneurs et/ou par des filiales européennes avec des circuits d'approvisionnement et de commercialisation en Afrique de l'Ouest.

Force est donc de conclure, à moins de pouvoir attirer des investisseurs particuliers dans des activités très spécialisées - - comme tel est normalement le cas dans les réseaux industriels privés -- les efforts promotionnels de la Guinée à l'égard des investisseurs étrangers, tel qu'envisagé dans la définition des tâches, ne sont probablement pas rentables sauf, à la rigueur, dans le cas des activités à plus grande échelle dans les secteurs des industries extractives et des agro-industries commerciales.

3.3 Obstacles au développement du secteur privé

3.3.1 Identification des obstacles

Les principaux obstacles au développement du secteur privé identifiés pendant l'enquête sont les suivants:

- le manque d'accès au crédit pour financer les fonds de roulement et les investissements
- le manque général de connaissances de la part des entrepreneurs éventuels dans le domaine de la gestion des affaires, de la commercialisation, de l'élaboration de projets et des procédures de crédit et bancaires.
- de multiples goulets d'étranglement au niveau des intrants, notamment en ce qui concerne le carburant, les intrants importés et les pièces de rechange
- une infrastructure physique inadéquate
- des formalités administratives compliquées, coûteuses, longues et constamment remaniées pour la création de nouvelles entreprises et les opérations de fret maritime dans le port de Conakry

3.3.2 Recommandations pour éliminer les obstacles

Les recommandations concernant les domaines d'intervention de l'USAID pour atténuer les obstacles identifiés doivent se fonder sur les réalités des priorités générales et spécifiques du gouvernement guinéen et des bailleurs de fonds ainsi que sur les ressources disponibles et les mesures déjà prises dans les domaines de difficulté.

On note déjà une amélioration au niveau des carburants, des intrants et des pièces de rechange disponibles à Conakry grâce à l'apport de devises supplémentaires introduit par le programme d'ajustement structurel. La distribution de carburant dans le pays devrait s'améliorer sensiblement après la privatisation imminente de la société nationale de distribution (ONAH). La fourniture d'intrants et de pièces détachées sera améliorée par la nouvelle politique de libre échange et par les mesures telles

que l'octroi d'une ligne de crédit de 10 millions de dollars par l'USAID aux négociants privés dans le cadre du Programme de réforme de la politique économique. La demande d'intrants agricoles est pour le moment comprimée par la hausse brutale des prix provoquée par la suppression des subventions de prix et par l'unification du taux de change et la dévaluation de la monnaie. Cette situation devrait s'améliorer à mesure que l'économie s'adapte à la libéralisation des prix à la production.

L'un des problèmes d'approvisionnement qui subsistera probablement concerne la distribution des pièces de rechange pour la plus grande partie du parc de tracteurs en Guinée. La plupart des tracteurs en Guinée viennent d'un pays du Bloc de l'Est, principalement de Roumanie et de Tchécoslovaquie, et datent des années 60 et 70. Etant donné leur état d'usure et les difficultés des concessionnaires privés à traiter à distance avec les sociétés de distribution nationales, on a peu de raisons de penser que l'utilisation des tracteurs va s'améliorer, à moins d'importer des pièces de rechange coûteuses. Les entretiens avec une coopérative de soixante-dix propriétaires de tracteurs à Siguiri indique la gravité de la situation actuelle. Seulement cinquante tracteurs ont pu être mobilisés pour les semailles de 1986, et au moment des entretiens (août 1986), tous les tracteurs étaient immobilisés, faute de pneus et de pièces de rechange.

Le développement de l'infrastructure est un processus coûteux et de longue haleine. Le réseau routier actuel est en cours de réfection, et divers projets d'amélioration des télécommunications sont à l'étude. Même dans les meilleures conditions, cependant, il faudra attendre longtemps avant de pouvoir assurer la distribution d'eau et d'électricité dans tous les centres importants. Il est probable que les gros projets d'infrastructure en Guinée continueront d'être financés par des organisations d'aide bilatérale. Aucun des bailleurs d'aide bilatérale, y compris l'USAID, n'accorde actuellement la priorité aux projets de travaux publics onéreux. Le lien entre l'amélioration des routes, l'infrastructure pour les travaux post-récolte et le développement du secteur privé est si direct, cependant, qu'il serait utile de réviser les priorités concernant l'appui aux projets d'infrastructure. L'absence d'infrastructure actuelle en Guinée est caractéristique de nombreux pays pour lesquels le financement de l'infrastructure physique était une priorité fondamentale de l'aide américaine au développement dans les années 50 et 60.

L'allégement des obstacles bureaucratiques à la création d'entreprises et au fonctionnement du port de Conakry est essentiel au développement du secteur privé. La réforme de la politique économique a progressé plus vite que la réforme administrative. Les possibilités de stimulation de l'activité économique dégagées par une réforme politique en profondeur sont gravement entravées par des procédures administratives encore

fortement marquées par l'époque coloniale française et par les pratiques du Bloc de l'Est qui sont axées sur le contrôle et la réglementation -- aux dépens de l'initiative privée. Ce conflit est un obstacle majeur à la promotion de la Guinée auprès des investisseurs occidentaux, pour qui le pays conserve la réputation, justifiée, d'être peu favorable aux activités commerciales, en dépit de ses possibilités de développement universellement reconnues.

En dépit des difficultés de la situation, étant donné l'emprise du système actuel et les intérêts puissants qui y sont attachés, la volonté d'entreprendre une réforme administrative fondamentale doit venir du gouvernement guinéen lui-même. Sans cette volonté, toute aide extérieure ou réforme politique ne produira que des améliorations négligeables dans le processus de développement national.

L'enquête a très clairement démontré que l'utilisation du crédit bancaire est pratiquement nulle à l'extérieur du secteur commercial de Conakry. Etant donné l'obligation de fournir une garantie en espèces de 30 pour cent et plus, il est probable que les petits et moyens entrepreneurs ne pourront pas obtenir de crédit à court terme dans le système bancaire commercial reconstitué. Plusieurs enquêtés ont également signalé que leur trésorerie avait été gravement affectée par le blocage permanent des fonds dû à la fermeture du système bancaire officiel en décembre 1985.

Les sources de financement du développement à moyen et long terme ont été paralysées au cours des dernières années. A titre d'illustration, le projet PME de la Banque mondiale a pu effectuer des versements pour trois projets uniquement pendant les trois premières années de fonctionnement.

La situation devrait s'améliorer sensiblement en 1987. Dans le cadre du programme de réforme structurelle, plusieurs bailleurs de fonds ouvrent des lignes de crédit pour le développement des petits projets, tandis que la Banque mondiale est en train d'alléger considérablement les procédures de son projet PME.

Les lignes de crédit suivantes devraient être ouvertes pour les petits projets au cours de l'année prochaine:

<u>Source</u>	<u>Montant</u>
Projet PME Banque mondiale	Solde de 4,2 millions de DTS à partir du 1/1/86
Communauté économique européenne (CEE)	4,2 unités monétaires européennes (ECU)
Caisse centrale de coopération économique de la France (CCCE)	45 millions de FF pour le financement direct des petits projets
	ligne de réescompte de 50 millions de FF
Aide de l'Allemagne au développement (DEG)	7,5 millions de DM

Ces lignes de crédit seront administrées par la BICIGUI, sauf le crédit de la CCCE auquel participeront également la BIAG et la SGBG. Les 10 millions de dollars récemment libérés par l'USAID pour financer les activités de formation seront également gérés par le système bancaire commercial.

L'accès physique à ces lignes de crédit, qui présente actuellement un problème majeur, sera amélioré par l'inauguration prochaine de douze filiales de la BICIGUI dans les centres suivants:

Conakry (2)	Labé	Kankan
Boke	Mamou	Macenta
Kamsar	Kindia	N'zerakase
Fria	Kissidougou	

Bien que l'USAID et les autres bailleurs de fonds soient convaincus que les besoins de crédit des petites et moyennes entreprises peuvent être satisfaits une fois le système bancaire rétabli, l'efficacité initiale du système appelle certaines réserves. Les problèmes suivants risquent de se poser:

- la difficulté d'obtenir des garanties non monétaires viables en raison de l'absence d'un marché foncier privé et d'un système d'octroi de titres de propriété, à quoi s'ajoutent d'autres lacunes juridiques
- la méfiance générale à l'égard du secteur bancaire suscitée par le mauvais souvenir laissé par l'ancien système bancaire
- la capacité d'absorption du système, la plupart des PME visées connaissant mal les règles et les

procédures de demande de crédit et de préparation de projet

- l'incertitude qui pèse sur l'aptitude de la BICIGUI à fournir du personnel compétent pour assurer une expansion rapide et efficace et gérer convenablement des lignes de crédit axées sur la création de petites entreprises

Un message du Département d'Etat datant du 28 juin 1986 qui résume les décisions concernant le programme guinéen indiquait que les priorités stratégiques pour le court et le moyen terme consistaient à appuyer le programme de réforme économique en mettant l'accent sur:

"l'accentuation de la participation du secteur privé aux secteurs agricole et rural. Les options visant à mettre au point notre programme d'assistance par rapport à la nouvelle stratégie, et qu'il convient d'explorer, comprennent la gestion et la formation du secteur public, la privatisation des marchés, le crédit et l'infrastructure."

Le message indiquait également que les fonds en monnaie locale générés par la vente des produits du P.L. 480 Titre I et l'assistance extérieure aux projets offriront d'importantes ressources supplémentaires pour appuyer la stratégie de soutien au programme de réforme économique.

3.4 Recommandations d'action en rapport avec la définition des tâches de l'enquête sur le secteur privé

A la lumière des difficultés soulevées à l'heure actuelle par la promotion des industries de transformation industrielle et agricole localisées en Guinée auprès des investisseurs étrangers, sauf dans des circonstances très particulières, et compte tenu de l'ampleur des obstacles rencontrés, il est recommandé de réorienter les ressources de l'USAID/Guinée de manière à combler les lacunes structurelles identifiées du secteur privé encore fragile.

Les domaines suivants figurent parmi les domaines où une intervention semblerait répondre aux priorités stratégiques de l'USAID et aux ressources disponibles en Guinée:

- assistance technique aux programmes de formation afin d'augmenter les effectifs d'agents de crédit compétents, qui seront à leur tour en mesure d'aider les entrepreneurs à préparer leur projet et à soumettre leur demande de prêt, ainsi qu'à gérer leurs affaires

- monétisation du PL 480 et des autres ressources des programmes d'aide alimentaire afin d'établir une ligne de crédit pour les petites et moyennes entreprises auxquelles les garanties personnelles ou d'autres formes de garantie, non conventionnelles, seraient applicables.

Ces éléments peuvent être combinés dans un programme de crédit encadré semblable à ceux appliqués avec succès dans d'autres pays africains par des organisations privées à but non lucratif et/ou de petites banques d'affaires. La conception des projets reposerait sur l'hypothèse essentielle que l'objectif ultime est d'assurer l'autonomie économique du projet. Si le financement d'une ligne de crédit s'avère impossible, cependant, et si seule la formation est incluse, les agents de crédit nouvellement formés pourront collaborer aux lignes de crédit administrées par la BICIGUI.

Dans l'un ou l'autre cas, il est recommandé d'établir un document similaire au document d'identification de projet pour explorer ces idées pendant la phase de l'étude du secteur privé qui se déroule à Washington au lieu d'employer des fiches de projet individuelles à des fins promotionnelles.

L'approche est fondée sur l'hypothèse que les ressources de l'USAID/Guinée peuvent être mieux employées pour résoudre les problèmes de liquidité et d'aptitudes à la base, domaine dans lequel l'USAID et les organisations qu'elle finance ont une bonne expérience, que pour assurer la promotion directe des projets au niveau des petites et moyennes entreprises. Cette option, dans le cas de la Guinée, fait courir un haut risque économique et crée un environnement politique incertain pour les entrepreneurs circonspects, avec des chances de succès très faibles.

4. Possibilités de projet identifiées

Voici une liste des possibilités d'investissement identifiées pendant l'étude par les investisseurs potentiels ou par l'équipe chargée de l'enquête. Elle n'est en aucun cas exhaustive.

L'inclusion des points suivants dans la liste n'a aucune implication au niveau des priorités ou de la faisabilité technique, économique ou financière.

- Une chaîne de petits hôtels de type pension de famille dans les grosses préfectures.
- Agrandissement d'une savonnerie traditionnelle pour inclure une division d'extraction d'huile de palme, afin de permettre le développement de la production de savon et la commercialisation de la production d'huile de palme.

- Des boulangeries modernes, bien qu'elles existent déjà en grand nombre.
- Une usine de fabrication de concentré et de jus de mangue. Des milliers de tonnes de mangues pourrissent dans la région de Kankan faute de débouchés.
- Exportation directe par avion de mangues fraîches et autres fruits tropicaux vers l'Europe depuis Kankan, Labé et Faranah via l'aéroport de Conakry au besoin.
- Production d'extrait de papaye.
- Usine de confection de bougies.
- Des lignes d'embouteillage de boissons non alcoolisées
- Production de conduites en PVC
- Articles ménagers divers en plastique.
- Remise en service de l'usine de concentré de tomate à Mamou.
- Production agricole d'outils agricoles manuels.
- Fourneau de recyclage de vieux fers.
- Production commerciale du "foyer amélioré" et d'autres produits similaires obtenus par une technologie appropriée.
- Une plantation de palmistes (un investisseur potentiel sérieux a effectué une étude de faisabilité portant sur 2.000 ha et cherche un partenaire financier).
- Chambres froides.
- Installations d'usinage du riz et minoteries commerciales.
- Nombreux articles de substitution des importations pouvant être produits en petit volume de façon rentable et qui apportent une valeur ajoutée suffisante pour justifier leur production locale.
- Couvoir commercial et exploitations avicoles.
- Contrats de construction
- Assemblage de génératrices pour logements individuels.

- Production de chaussures et de sandales en plastique.
- Fabrication de petits casiers pour permettre aux familles ou aux entreprises de stocker les récoltes.

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

A1-1

Enquête sur le Secteur Privé en Guinée

1. Nom de l'Entreprise : _____
2. Adresse : _____
3. Personne à contacter au niveau de l'entreprise/Titre :

4. Produits principaux ou services de l'entreprise :

5. Historique de l'entreprise :
- 5.1. Décrire brièvement l'historique de l'entreprise :

- 5.2. Indiquer les dates de : - l'établissement de l'entreprise : _____
- démarrage des opérations : _____
- 5.3. L'entreprise a-t-elle bénéficiée de l'assistance technique ou financière du Gouvernement pour démarrer les affaires ?
Spécifier : _____

6. Structure de Propriété :

6.1. Procédure légale de propriété

a) Propriété privée : _____ Association : _____

b) Société : _____ Autres (spécifier) : _____

6.2. Nombre d'actionnaire : _____

6.3. Classification de propriété

Pourcentage de propriété

a) Citoyenne (s) de la Guinée _____

b) Gouvernement Guinéen _____

c) Etrangers _____

d) Autres (spécifier) _____

6.4. Quel était le montant total de l'investissement initial requis avant le démarrage des opérations ? F.G. : _____

6.5. Quelle a été la source de l'investissement initial

- apport des actionnaires : _____ %

- apport personnel : _____ %

- crédit bancaire : _____ %

- autres : _____ %

7. L'emploi

7.1. Nombre d'employés :

- Pleins temps : _____

- Temps partiel ou
saisonnier : _____

7.2. Qualification du personnel :

- manoeuvres : _____

- ouvriers : _____

- cadres : _____

8. Système de production :

8.1. Décrire brièvement le système de production ou d'opération de l'entreprise.

8.2. Indiquer :

a) Matière première utilisée :

- Nature : _____ - Source d'approvisionnement
(locale ou importée)

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

b) Equipement et outillage utilisé

- Nature : _____ - Source d'approvisionnement
(locale ou importée)

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

8.3. Est-ce qu'il y a des problèmes particuliers qui affectent la productivité ou les coûts de production ? Expliquer

9. Marché de l'entreprise

9.1. Chiffre d'affaires par an approximatif au niveau de l'entreprise
en Francs Guinéens. F.G. : _____

9.2. Qui sont les acheteurs de vos produits ou services ?

9.3. Quel est le système d'écoulement ?

- Vente direct en gros _____
- Vente direct en détail _____
- Vente par des intermédiaires _____
- Sous contrat _____
- Autres (spécifier) _____

9.4. Les possibilités d'agrandir votre marché sont-elles faibles _____
moyennes _____ fortes _____
pourquoi ? : _____

9.5. Quel est le pourcentage des ventes pour l'exportation directe ou
pour l'exportation par les acheteurs intermédiaires.

10. Expansion de l'entreprise

Avez-vous pensé aux possibilités de l'expansion de votre entreprise ?

Expliquer : _____

11. Contrainte à l'expansion

11.1. Quelles sont les difficultés majeures pour l'expansion de l'entreprise?

11.2. (Pour l'enquêteur)

Veillez indiquer sur une échelle de 1 à 5 l'importance des facteurs mentionnés comme handicaps à l'expansion de l'entreprise.

	Aucun problème 1	Peu important 2	Problème moyen 3	Problème majeur 4	Problème sérieux 5
a) Manque d'intrants importés	_____	_____	_____	_____	_____
b) Manque d'intrants locaux	_____	_____	_____	_____	_____
c) Manque de carburants ou services publics	_____	_____	_____	_____	_____
d) Manque de transport ou communication adéquate	_____	_____	_____	_____	_____
e) Absence de crédit	_____	_____	_____	_____	_____
f) Absence de demande du produit	_____	_____	_____	_____	_____
g) Loi du gouvernement ou impôts (cf. impôts sur le chiffre d'affaire, régime de la société)	_____	_____	_____	_____	_____
h) Manque de main-d'oeuvre qualifiée	_____	_____	_____	_____	_____
i) Concurrence (étrangère ou locale)	_____	_____	_____	_____	_____
j) Etranglements administratifs	_____	_____	_____	_____	_____
k) Autres (veuillez spécifier)	_____	_____	_____	_____	_____

40

11.3. Quel est le plus important des problèmes ci-dessus ?

Pourquoi ?

12. Assistance recherchée

Pour l'expansion de votre entreprise, quelle serait l'assistance la plus utile :

	Pas vraiment utile 1	Modérément utile 2	Très utile 3
a) Crédit	_____	_____	_____
Nouvel investissement	_____	_____	_____
Fonds de roulement	_____	_____	_____
b) Assistance technique/ formation	_____	_____	_____

Spécifier les besoins en assistance technique et en formation

c) Autres (veuillez spécifier) _____

13. Source de financement

13.1. Avez-vous déjà fait une requête de crédit bancaire ?

Si oui, était-elle accordée ? _____

13.2. Pour l'établissement et les opérations de votre entreprise, avez-vous utilisé des crédits de prêteurs non-officiels (commerçants, coopératives, autres) ? _____

14. Relations avec les autres secteurs

14.1. Avez-vous fait des investissements dans d'autres domaines en dehors de ceux sujets à l'enquête ? Si oui, veuillez spécifier dans quelle catégorie :

a) commerce _____ c) transport _____

b) tourisme _____ d) industrie _____

e) agriculture _____

f) pêche _____ g) autres _____

14.2. Si vous décidez de diversifier vos affaires, lequel de ces domaines vous attirerait le plus ?

ANNEXE 2

PROFILS D'ENQUETE REGIONAUX

CONAKRY
FRIA
LABE
MAMOU
KINDIA

SIGUIRI
KANKAN
KISSIDOUYOU
FARANAH

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

CONAKRY

1. Population: 705.280 habitants ¹

2. Infrastructure

Aéroport: Normes internationales
Chemin de fer: Terminus des lignes de Fria et Niger
Route: En raison de l'emplacement péninsulaire, une seule route de la ville vers le reste du pays, actuellement en très mauvais état

Energie
électrique: Système hydroélectrique fonctionnant 24 heures sur 24, mais soumis à de fréquentes interruptions et à des arrêts prévus. Toutes les opérations où l'électricité est essentielle doivent disposer de générateurs annexes.

Eau: Eau courante dans la plupart des quartiers de la ville

Zone
industrielle: Au km 36 sur la route dotée d'installations d'alimentation en électricité. Concessions obtenues du gouvernement. Développement du site et des équipements collectifs sous la responsabilité du concessionnaire.

Climat: Moyenne des précipitations annuelles: 4250 mm, principalement entre mai et septembre. Le reste de l'année est sec. Le drainage est encore insuffisant dans bien des endroits.

3. Structure économique

Conakry est la plus grande ville du pays, avec une population neuf fois plus importante que celle de la seconde ville du pays, Kankan. C'est également la capitale de la nation, le principal port commercial international, ² et il dépasse tous les autres en volume d'activité commerciale. Depuis l'établissement de la Seconde République et surtout depuis la réforme monétaire de 1986, Conakry est en train de renaître après presque 30 ans de déclin. Pratiquement, les seuls investissements engagés durant cette période portaient sur les usines et entreprises commerciales contrôlées par

1. Tous les chiffres démographiques sont tirés du recensement de 1983.

2. L'autre port international, Kamsar, est ouvert à la circulation commerciale, mais rarement utilisé pour les marchandises générales non CBG.

l'Etat, dont bon nombre sont désormais fermées, liquidées ou passées entre les mains du secteur privé.

L'activité actuelle du secteur privé de Conakry recouvre les catégories suivantes:

- Les secteurs secondaire et tertiaire structurés y compris les activités d'import-export et d'échanges intérieurs.
- Les activités commerciales et de commercialisation du secteur traditionnel.
- Les secteurs des PME traditionnelles et de l'artisanat. Le niveau d'activité de ces secteurs a été analysé en profondeur dans le rapport CEGIR.
- Le secteur naissant des activités de transformation et de l'industrie légère, sans inclure les PME.
- L'expansion rapide de travaux de construction réalisés dans le cadre de contrats avec des entrepreneurs à la fois internationaux et nationaux. Tout en ne faisant pas partie de l'enquête, la présence de ces travaux ne peut pas passer inaperçue, notamment l'établissement de nouveaux chantiers avant et après l'aéroport international.

Une zone industrielle, sous la juridiction du Ministère de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, a été établie sur un site accidenté au km 36 de la Route du Niger. Une usine et plusieurs chantiers de construction sont déjà en activité à cet endroit et il a été signalé que plusieurs autres en sont au stade de la planification.

Les statistiques concernant le niveau d'activité ou le nombre des entreprises actives de Conakry sont plus difficiles à rassembler que ce ne semble être le cas pour les préfectures de l'intérieur du pays. Le rapport du CEGIR comprend des statistiques assez complètes sur le secteur des PME pour l'année 1984. Il convient néanmoins de noter que la reprise de l'activité économique est telle ces derniers temps que les statistiques portant sur l'activité du secteur privé de Conakry ne s'appliquent qu'à une très courte période.

Venant en dernier dans l'ordre chronologique des enquêtes régionales, la seule cible de la sélection de l'échantillon a été le groupe des activités manufacturières d'ampleur industrielle et non artisanale. Le nombre de ces activités est toujours déplorablement faible, pratiquement toutes ces activités ayant été incluses dans l'échantillon. Toutefois, il semble exister un volume considérable d'activité future planifiée par des individus réalistes et bien établis sur le marché financier, dont la plupart font partie de la communauté libanaise de Conakry.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: huit (8)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

- Un Fabricant de valises et de sacs de voyage bon marché, ainsi que d'articles ménagers en plastique, de boîtes en carton, trois opérations séparées dans le même bâtiment. Les fabriques d'articles de voyage et en plastique fonctionnent à très faible rendement, en raison, a-t-il été signalé, de la difficulté à se procurer des matières premières du fait d'un gel des fonds. Les marchés sont pourtant actifs. L'usine de boîtes en carton est fermée à cause de l'insuffisance de la demande, mais compte sur la reprise de l'industrie agricole destinée à l'exportation. Tout l'équipement et les matières premières sont importés. Etablissement créé dans les années 70.
- Un Fabricant de matelas en mousse de polyol; opération lancée en 1982. Possède la machine de fabrication de matelas mousse de l'Afrique de l'Ouest ayant la plus forte capacité. Capacité théorique: 1000 matelas/heure. Le fabricant utilise la machine une demi-heure par semaine. Vend les matelas à des artisans pour qu'ils les finissent. Demande du marché limitée dans une certaine mesure par le niveau des coûts de production comparé au pouvoir d'achat local. Le même promoteur cherche un partenaire financier pour une plantation de palmiers à huile de 2.000 hectares et une usine de transformation.
- Un Futur entrepreneur qui posséderait une concession de 30.000 hectares où il veut cultiver du maïs, du soja et autres céréales pour alimenter une usine de production d'aliments pour bétail et lancer une exploitation avicole pour la production de 20 millions de poulets par an. Estime le total des frais de mise en valeur à 23 milliards FG (60 millions de dollars). Ne dispose pas de capital actuellement et pas un seul hectare n'est planté; cherche une consolidation de la dette de 100 pour cent pour la première tranche de production consistant en la culture de céréales mécanisée sur 5.000 ha, une usine d'alimentation de bétail de 400 tonnes par jour et une opération avicole d'une capacité de 125.000 poulets à rôtir. Estime les ventes annuelles une fois que ces opérations seront entièrement développées à 34 milliards FG (85 millions de dollars).
- Un Fabricant de préparation et d'emballage de bouillons cubes à partir de mélanges importés. Dans plusieurs mois, il entamera également une opération de moulage de plastique nylon pour la fabrication d'articles ménagers, et une opération de location d'équipement de construction. Possède

déjà une partie de l'équipement. Seule usine actuellement exploitée de la zone industrielle au km 36. Une opération apparemment bien planifiée et financée par une famille qui possède diverses exploitations dans plusieurs pays ouest-africains. Le propriétaire affirme que les problèmes de juridiction interministérielle compliquent l'établissement des usines dans la zone industrielle.

- Un Producteur de gaz industriel (oxygène, acétylène, nitogène liquide, air comprimé). Importe et commercialise du gaz butane pour la cuisson des repas. Ses principaux clients sont Friguia, CBG, les compagnies de construction et les ateliers de soudage. Filiale de l'Air Liquide, S.A. (fonctionne actuellement à 35 - 40 pour cent de son rendement). Créée en 1951. Seule société industrielle privée autorisée durant la première République. A bénéficié de l'appui de Friguia pour l'obtention de matières premières importées lorsque les devises n'étaient pas disponibles.
- Une Opération de découpage et de pliage de métal galvanisé laminé importé pour la fabrication de tôle ondulée. Créée en 1986.
- Un Fabricant de clous en acier à partir d'acier importé. Compagnie créée en 1969. Le même promoteur a une étude de faisabilité pour une opération d'exportation d'ananas et cherche le soutien de co-financiers.
- Un fabricant de prêt-à-porter à partir de tissus importés. Opération actuellement fermée en raison de l'absence de matières premières, mais des problèmes financiers semblent être à l'origine de la fermeture. Etablie en 1963.

4.3. Observations

Cet échantillon couvre pratiquement tout le secteur de l'industrie légère de Conakry. Toutes ces opérations représentent des activités de substitution de matériel importé, de transformation simple, du type le plus élémentaire que l'on trouve au stade naissant du développement industriel. Aucune d'entre elles ne rapporte de devises.

Comme il est généralement plus intégré dans l'économie structurée et mieux capitalisé que les autres participants à l'enquête, l'échantillon de Conakry fait part de préoccupations assez différentes. On peut citer parmi elles:

- L'inexistence d'un traitement de faveur en matière de droits de douane pour les marchandises introduites à des fins d'activités de transformation à valeur ajoutée. Ces marchandises sont taxées au même tarif (18 pour cent) que les produits finis analogues importés afin d'être vendus directement.

- Compte tenu de la phase naissante du développement industriel en Guinée, certains fabricants estiment que la taxe sur la valeur ajoutée de 17 pour cent ne convient pas à la conjoncture actuelle.
- Plusieurs participants à l'enquête signalent qu'ils reçoivent des crédits de leurs fournisseurs pour l'achat d'équipement et de matières premières. D'autres rapportent que l'absence de liquidité en raison du gel des fonds entrave leurs opérations.
- Aucun des participants à l'enquête ne désire entrer en relations commerciales avec le système bancaire rétabli s'il peut l'éviter. Leur principale plainte semble porter sur les droits élevés en échange des services.
- Tous aimeraient naturellement voir l'application de protections tarifaires pour leurs opérations.
- Pour l'échantillon de Conakry, les problèmes d'approvisionnement du fait des goulets d'étranglement des activités portuaires ne semblent pas faire l'objet d'inquiétude, ni les problèmes d'approvisionnement en combustible pour les générateurs.
- Aucun des participants à l'enquête n'envisage d'exploiter une opération sans approvisionnement auxiliaire en électricité, qui dans certains cas constitue la source principale et non pas d'appoint.
- Comme il arrive souvent dans les économies naissantes de l'industrialisation, les usines qui constituent l'échantillon fonctionnent généralement à un taux de rendement très faible.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

FRIA

1. Population: Total de la préfecture: 70.413 habitants
Centre de Fria: 39.700 habitants

2. Infrastructure

Aéroport: aucun
Chemin de fer: au port de Conakry, réservé à l'usage de la Société Friguia uniquement
Route: 160 km jusqu'à Conakry: 55 km à viabilité permanente, 45 km viabilité moyenne-pauvre, 60 km de route goudronnée

Energie
électrique: 24 heures sur 24, alimentation régulière.
Eau: système d'eau courante fiable

3. Structure économique

La structure économique de Fria diffère en quelque sorte de celle des autres préfectures enquêtées. Fria est une ville dominée par une seule société, la seule raison de son existence étant l'exploitation d'une mine de bauxite à ciel ouvert et une raffinerie d'oxyde d'aluminium de la société Friguia, une entreprise mixte détenue conjointement par le gouvernement guinéen et un groupe de sociétés étrangères de l'industrie de l'aluminium, dont Pechiney St. Gobain et Noranda Mines, Ltd.

Friguia emploie directement 1600 travailleurs à Fria et estime qu'une population de 16.000 individus, dont 50 familles d'expatriés, sont directement soutenus par la compagnie. La plupart d'entre eux achètent leurs produits de base, y compris la nourriture, auprès des dépôts de vivres de la compagnie. La majorité des produits alimentaires des dépôts, à l'exception des oeufs et des légumes frais, sont importés par la compagnie. Les ventes de produits alimentaires se sont chiffrées, au cours d'un des mois récents de 1986, à 449,89 millions FG, soit 1.250.000 dollars, chiffre qui représenterait 15.000.000 dollars sur une base annuelle. Friguia aimerait pouvoir renoncer à ses opérations de dépôts de vivres, s'il était possible d'assurer des sources d'approvisionnement fiables et à des prix compétitifs.

La société Friguia a encouragé et facilité l'établissement d'anciens employés comme sous-traitants qui assurent sur une base contractuelle divers services nécessités par le complexe. Fria possède donc une caractéristique trouvée nulle part ailleurs en Guinée, des contractants privés engagés dans

des activités commerciales liées à une société industrielle moderne. ³ Une liste de ces contractants fournie par le service préfectoral des PME est adressée en annexe. D'après leurs statistiques, 836 employés participent activement à ces organisations.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Six (6)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Deux entreprises de construction dont l'une est une coopérative de commerçants individuels, analogue à celles que l'on peut trouver ailleurs en Guinée, qui s'organisent comme il est nécessaire pour des contrats plus importants.

Une exploitation avicole opérationnelle avec 1500 poules pondeuses pour la vente d'œufs et de poulets à rôtir sur le marché local; le propriétaire cultive également 12 hectares de céréales pour répondre partiellement aux besoins d'alimentation des volailles. Son potentiel commercial à Fria est limité uniquement en raison de sa capacité de production. Un autre exploitant non interviewé a passé un contrat direct pour approvisionner la société Friguia. Ces deux exploitations reçoivent des facteurs de production par le biais du service d'achat de Friguia.

Un garage

Un atelier de menuiserie traditionnel

Un entrepreneur de soudure industrielle en tuyauterie et de fabrication de métal. Situé dans le complexe de Fria et comptant uniquement sur les contrats de société. Intéressant dans la mesure où il possède un atelier employant 35 personnes dans un secteur du commerce industriel fort spécialisé et entièrement exploité par des Guinéens locaux.

4.3. Observations

Tous les interviewés reposent presque entièrement sur la société Friguia pour leur existence, soit directement, comme dans le cas des sous-traitants en matière de travaux de construction et de canalisation, soit indirectement, comme dans le cas des ateliers de menuiserie ou de réparations de voitures. Bien qu'aucun des interviewés n'ait accès ou n'ait eu recours au crédit bancaire auparavant, les sous-traitants de Friguia se

³. La Compagnie Bauxite de Guinée (CBG) et les mines de bauxite OBK à Kamsar et à Kindia sont respectivement des opérations enclaves qui ne passent pas pratiquement de contrat avec des sous-traitants locaux.

trouvent dans une situation relative meilleure que les interviewés d'autres villes. La société procure et fournit du crédit pour la majorité des matériaux dont ont besoin ses sous-traitants, éliminant ainsi les goulets d'étranglement au niveau de l'approvisionnement en matériaux qui sont si caractéristiques du reste de la Guinée.

La plupart des interviewés ont exprimé le désir d'étendre leurs activités mais ont cité l'absence de possibilité de financement comme obstacle majeur. Etant donné l'emplacement isolé et la nature enclavée de l'économie locale, il convient de s'interroger sur les potentialités du marché, mis à part les activités engendrées par Friguia. Une succursale de la BICIGUI sera installée à Fria.

LISTE Nominative DES ENTREPRISES ET COOPERATIVES

a°) - COOPERATIVES OUVRIERES

N°	Désignation	Spécialités	Effectif
1	Coopérative de Batiment n°1	Construction de Batiment	60
2	" de Batiment n°4	Maçonnerie -Nettoyage	36
2	" de Batiment n°5	Maçonnerie	33
3	" Teliers et Peintres	Tolerie et Peinture	9
5	" Batiment n°7	Maçonnerie Entretien	65
6	" Entretien cités	Entretien et Nettoyage	66
7	" Mécanique Générale	Mécanique & Soudure	27
8	" Maintenance de Voie	Entretien Chemin de Fer	42
9	" D'Exploitation Carrière	Ballastage Sable et Graviers	24
10	Société d'Electricité Générale	Electricité	25
II	Mutuelle des Retraités (Aurofiri)	Agriculture, Maçonnerie, carrière	62

b°) - ENTREPRISES OUVRIERES

N°	Désignations	Spécialités	Effectif
1	Entreprise Guillemand	Electricité Générale	39
2	A.C.K.	Charpentes Métalliques, Tauxauterie	35
3	Entreprise Sène Mandiaye	Maçonnerie, Menuiserie métallique	27
4	" Elhadj Fall	Maçonnerie	36
5	" Lamadouba I Yattara	Rebobinage- Electricité	12
6	" Diéfodé Kaba	Travaux Publics et Maçonnerie	65
7	" Bangaly Sylla	Maçonnerie	61
8	" Fodé Sylla	Electricité	20
9	" Sény Sylla	Peinture	20
10	" Trikanon	Travaux publics, Batiment	32

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

LABE

1. Population: Préfecture totale: 253.214 habitants
Centre de Labé: 40.360 habitants

2. Infrastructure:

Aéroport: piste goudronnée, actuellement deux vols par semaine à destination de Conakry, de Boké et de Sambailo

Chemin de fer: aucun

Route: 150 km jusqu'à Mamou, 440 km et neuf heures jusqu'à Conakry, goudronnée, mais en mauvais état pour l'essentiel.

Energie électrique: Alimentation provenant d'un système hydroélectrique 24 heures sur 24, mais coupures fréquentes et souvent prolongées pendant la saison sèche

Eau: Pas d'eau courante dans la ville

Climat: A 1000 m d'altitude, Labé bénéficie d'un climat très agréable.

3. Structure économique

Labé est considéré comme le centre commercial et d'échanges du Fouta Djallon. D'après les normes guinéennes, c'est une région relativement prospère, ce que l'on peut constater si l'on en juge d'après les constructions de logements actuelles. Labé est depuis longtemps et continue d'être un centre d'échanges entre le Sénégal et la Guinée. Au cours des dernières années, les commerçants de Labé ont importé des biens de consommation du Sénégal et dans une moindre mesure ont exporté des fruits, des légumes et des céréales. La distance routière entre Labé et Dakar est de 1000 km, dont 500 km environ sont goudronnés et le reste, y compris tout l'axe qui traverse la Guinée, de type non revêtu et de viabilité difficile en temps de pluie. Les coûts de transport sont par conséquent élevés. Les commerçants de Labé les plus prospères sont organisés en une Coopérative de Commerçants de 40 membres. Beaucoup d'entre eux sont également des cultivateurs et membres de la Coopérative agricole de Labé, qui regroupe 20 adhérents. Les membres de la Coopérative ont planté en 1986 230 hectares sur une base individuelle (170 ha de riz) et 10 hectares de riz supplémentaires sur une base collective. Ces commerçants producteurs constituent une élite fort aisée de Labé.

La ressource économique de base de Labé est l'agriculture. Outre la riziculture sur les hautes terres, les principales cultures portent sur les oranges, les mangues, les bananes et les pommes de terre. Comme c'est le cas pour la majorité de la Guinée, les activités manufacturières ou de transformation sont surtout artisanales. Les pages 2 à 7 ci-jointes du rapport du premier semestre 1986 de la Direction préfectorale des PME de Labé présentent une description assez complète de la structure des activités actuelles et en prévision du secteur privé de Labé. Cette description

illustre fort bien la répartition des activités que l'on trouve dans toutes les villes examinées, à l'exception de Fria. Les Tableaux II et III présentent un intérêt particulier, notamment une liste des projets en prévision pour lesquels des accords et des demandes de prêt ont été soumis dans le cadre du projet PME de la Banque mondiale. Les activités consistent en des opérations de transformation très limitées et élémentaires. L'usine de chaussures en plastique, par exemple, a un coût d'investissement estimé à 250.000 dollars. En prévision des activités futures, une superficie de 3,5 ha du centre de Labé a été réservée à l'usage industriel exclusivement. Il est prévu d'installer une succursale de la banque BICIGUI à Labé. Etant donné la tradition commerciale et l'abondance relative de capital, on peut espérer qu'avec l'extension du volume de liquidités, les commerçants de Labé viendront en tête du développement du secteur privé du Fouta Djallon.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Huit (8)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Une coopérative de producteurs

Un atelier de menuiserie exploité par un employé du gouvernement à la retraite équipé d'un matériel électrique à la fois russe et américain. Il a signalé que les coupures fréquentes d'électricité constituaient un véritable problème. Il possède le marché, et probablement l'aptitude, nécessaires pour monter un atelier beaucoup plus grand

Une Association de commerçants, mentionnée plus haut

Un atelier de réparations de voitures

Un forgeron traditionnel, qui fabrique des pots et des casseroles. Le propriétaire est illettré, guère intéressé par lancer une opération d'ampleur commerciale ni probablement en mesure de le faire même s'il disposait des moyens financiers.

Une coopérative traditionnelle de femmes pour la teinture indigo de tissus. Cette activité, qui emploie un grand nombre de femmes dans certaines régions de Guinée, compte entièrement sur l'importation de teintures et de tissus et pourrait devenir obsolète avec la concurrence des articles importés industrialisés.

Une fabrique de chaussures et d'articles ménagers en plastique, projet d'un commerçant qui veut fabriquer les chaussures Bata qu'il achète actuellement à Dakar. Il a reçu un marché d'un exportateur allemand estimé à 225.000 dollars. Cherche à obtenir 80 pour cent du financement et de l'équipement

technique. Ce projet pourrait se révéler un exemple de ce qui se produit souvent lorsqu'un individu possédant de l'argent et des idées échoue dans une opération commercialisée par des négociants plus intéressés par la vente des produits que par la bonne marche de l'usine. Travaux non encore entamés.

Une exploitation de production et de mélange alimentaire pour poulets, à partir de produits naturels obtenus localement. L'idée d'un ingénieur agronome bien formé disposant de peu de capital, deux hectares de terres et et d'une crédibilité contestable pour être chef d'entreprise. Encore au stade de l'idée.

4.3. Observations

Aucun des interviewés ne signale avoir eu recours au crédit bancaire. Il est probable que la coopérative des commerçants dispose d'un système de crédit interne. La sélection de l'échantillon illustre l'absence actuelle d'activités de transformation non agricoles en dehors du niveau artisanal, même dans une région relativement prospère du pays. En même temps, les conversations tenues avec les interviewés indiquent le nombre de possibilités d'opérations à petite échelle qui pourraient exister à condition de disposer de liquidités suffisantes et d'éliminer les goulots d'étranglement au niveau des approvisionnements. Même au stade actuel de développement de la Guinée, par suite des difficultés des dernières années, la demande à satisfaire sur le marché sera bien moindre une fois que les goulots d'étranglement au niveau des approvisionnements auront diminué et que le public ressentira une certaine stabilité monétaire.

Au Budget National, nous avons bénéficié de deux délégations de crédit de 3.500 FG et 5.000 FG depuis le début de 1986.

II- ACTIVITES : Depuis le début de l'année 1986, nous avons enregistré à notre niveau et déposé les dossiers d'agrément, pour la création d'entreprises dont les nom, qualités et activités sollicitées de promoteurs sont indiqués dans le tableau ci-après

TABLEAU II :

N°	NOM ET PRENOMS/RAISON SOCIALES	PROFESSION	ACTIVITE SOLICITEE	OBSERVATIONS
1	El-Hadj Dialle Mamadou Cury	Commerçant	Boulangerie Moderne	Agréé en cour de Finition
2	Dialle Abdoul Rahimy	Commerçant	Fabrique de Chaussures et articles ménages plastique	Agréé Projet et recherche de financement
3	Elhadj Diané Ibrahima	Instituteur en retraite	Savonnerie Artisanale	Coopérative agréé
4	Niao Kassé	Menuisier	Menuiserie	non agréé voie en d'agrément
5	Bah Abdoul Rahimy	Agent de pour suite en retraite	Etiqueterie	Non Agréé en voie d'agrément
6	Coopérative des teinturiers de labé	-	Teinture	agréé et en fonctionnement
7	Elhadj Dialle Ballaké	Commerçant	Transport routier de marchandises	non agréé et en voie d'agrément

N°	NOM ET PRENOMS/RAISON SOCIALES	PROFESSION	ACTIVITE SOLLICITEES	OBSERVATIONS
8	El-hadj Diallo Boubacar	Commerçant Transporteur	Transport Routier de marchandises	Non agréé et en voie d'agrément
9	Balde Thierno Ibrahima	Photographe	Studio et laboratoire de reprographie	non agréé et en voie d'agrément
10	N'Diaye Ibrahima	Mécanicien Auto	Garage mec. Auto	non agréé et en voie d'agrément
11	Dieng Cheickh	Constructeur de batiments	Construction de batiments	agréé et en fonction nement
12	Traore lucien	Electrotechnicien	R.T.V.Vidéo electricité dépannage	non agréé et en voie d'agrément
13	Elhadj Diallo Boubacar president . SO.PE.F-SARL	Commerçant	Ecole privée,	société pour la promotion de l'école privée en voie d'agrément

III- DEMANDES DE FINANCEMENT :

Dans le cadre de l'assistance financière prévue par le département avec les lignes de crédit C.E.E. et banque mondiale nous avons enregistrés et déposés au département depuis le début de l'année 1985 les demandes suivantes, formulées par les promoteurs dont les noms et activités sollicitées sont indiqués dans le tableau ci-dessous (Tableau II)

...../.....

TABLEAU III

N°	NOM ET PRENOMS	PROFESSION	ACTIVITEE SOLLI- CITEE	OBSERVATION
1	BAH Mamadou Kaly	Menuisier Tapisier	Menuiserie Moderne	Agréé et dossier en instance
2	DIALLO Yéro Negué	Méc. Auto	Garage Méc. Auto	-"-
3	BALDE Mamadou Bobo	Menuisier	Menuiserie moderne	-"-
4	El-hadj DIALLO Ibra- hima thianhé	Boulangier	Boulangerie Moderne	Agréé, dossier tra- té et déposé à la banque.
5	DIALLO Abdoul rahimy	Commerçant	Fabrique de chaus- sures et articles ménagers en plas- tique	Agréé-recherche de partenaire te- chnique et dossie de financement
6	Elhadj Diallo Mamadou Mouctar	Commerçant	Transport routier	en instance Bure que bureau d'Etu- de
7	Elhadj Diallo Ballaké	Transporteur	Transport routier de marchandises	en instance B.E.
17	Elhadj Kanté Moussa	Cinéaste	Cabine tech, de projection cinéma tographique	En instance B.E.

...../.....

IV- DE LA CREATION D'UNE ZONE INDUSTRIELLE : Dans le cadre de l'assistance en commun accord avec les autorités préfectorales de Labé, nous avons créé une zone industrielle de 3 ha 40 A et 12 C.A. Uniquement réservée aux futurs promoteurs industriels.

Dans cette zone il a été octroyé :

- 1 ha pour DIALLO Abdeul rahimy pour la fabrication de chaises et articles ménagers en plastique.

- 1/2 Ha pour El-hadj DIALLO Alpha Oumar pour la fabrication de matelas mousse (éponge) dont les études du projet sont en cours au bureau d'Etudes des petites et moyennes Entreprises.

V - DU RECENSEMENT DES ENTREPRISES:

Pour une connaissance plus ample des potentialités économiques de la préfecture de Labé, une mission de recensement a été organisée pour le recensement de toutes les petites entreprises de production artisanale et de service.

Les résultats de ce recensement sont indiqués dans le tableau ci-dessous (tableau IV et V)

P.M.E. et Artisanat

Tableau IV

n°	DESIGNATION	TYPE	NOMBRE	OBSERVATIONS
1	Menuiserie	Indiv.	45	
2	Mécanique-Auto	"	20	
3	Tapisserie	"	8	
4	Mécanique-Mete	"	13	
5	Construction Métallique	"	8	
6	Briqueterie	"	21	
7	Vulcanisation et charge de batteries	"	8	
8	Ferme	"	20	
9	Fenderie	"	4	
10	Photographie	"	13	
11	Couture	"	70	
12	Electricité-Auto	"	2	
13	Radiotechnique	"	14	
14	Bijouterie	"	13	
15	Construct.de Bâtiment	Coopérat.	1	35 Membres

51

N°	DESIGNATION	TYPE	NOMBRE	OBSERVATIONS
16	Librairie-Papéterie	Ind.	1	
17	Exploitant de Carrière	-"-	3	
18	Savonnerie	Coop.	1	14 Membres
19	Brederie	-"-		
20	Restauration-Bar	Indiv.	6	
21	Hôtellerie	-"-	2	
22	Cinéaste	-"-	1	
23	Entrepreneur de peinture de Bâtiments		2	
24	Agriculture	Coop.	1	15 Membres
25	Taieure	-"-	1	225 Membres
26	Boucherie	Indiv.	19	
27	Boulangerie	-"-	40	Moderne I; Semis-moderne 4 Artisanales 35
28	Entrepreneur de Bâtiments	-"-	4	
29	Café	-"-	3	
30	Gargottes	-"-	87	
31	Horlogerie	-"-	4	
32	Coedenerie	-"-	17	Reparation Courante
33	Bar	-"-	4	
34	Bar Dansing	-"-	2	
35	Bar-Restaurant-Dansing	-"-	4	
36	Pharmacie	-"-	1	
37	Ecole Privée	Société	1	en cours de finition
38	Exploitant Forestier	Indiv.	15	

ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN PROJET

N°	DESIGNATION	TYPE	NOMBRE	OBSERVATION
1	Boulangerie moderne	Indus- rielle	2	Une à financer sur nos lignes de crédit
2	Fabrique de matelas mousse	-"-	1	Projet en cours d'Etude au Bureau d'Etudes
3	Fabrique de chaussures et articles ménagers en plas- tique	-"-	1	Projet en instance avec recherche de partenaire technique et de finance- ment

ENTREPRISES PHARMACENTIQUE ET DE SPECTACLES

une pharmacie privée et une salle de cinéma moderne de 1.000 places ^{sont} en cours de finition.

DES ENTREPRISES COMMERCIALES

Sur la demande des autorités préfectorales nous avons recensé toutes les entreprises commerciales en vue de leur donner une situation plus exacte de leur potentialités en matière de recettes fiscales (voir tableau ci-dessous)

	DESIGNATION	TYPE	NOMBRE	OBSERVATIONS
2	Magasins et Boutiques	Indiv.	227	
2	Détailants sur table	-"-	355	
3	Import-Expert	-"-	12	
4	Stands en location-Kiosques	-"-	467	
5	Stands en location			

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

MAMOU

1. Population: Préfecture totale: 190.525 habitants
Centre de Mamou: 35.748 habitants

2. Infrastructure

Aéroport: Aucun
Chemin de fer: A mi-chemin vers Conakry -- ligne du Niger
Route: Carrefour de plusieurs routes en direction de Conakry (280 km), Labé (150 km) et la Haute Guinée (Faranah 190 km). La route à destination de Kankan par Dabola (en projet de réfection) part également de Mamou.

Energie
électrique: sporadique quatre ou cinq heures par nuit
Eau: Pas d'eau courante dans la ville
Climat: à environ 600 mètres d'altitude

3. Structure économique

Mamou est peut-être le principal carrefour de transports de l'intérieur de la Guinée, situé à l'entrée des couloirs en direction à la fois du Fouta Djallon et de la Haute Guinée, cette dernière étant desservie par route et chemin de fer. Malgré son emplacement stratégique, cette ville est totalement dépourvue de possibilités d'hébergement tel qu'un hôtel de catégorie acceptable. En raison de son climat, la région de Mamou convient tout à fait à la production de légumes et de bananes. A une époque, le gouvernement exploitait une usine de concentré de tomate, qui est désormais fermée et candidate pour la privatisation. Bien que la raison signalée pour la fermeture ait été l'approvisionnement irrégulier en tomates fraîches, le problème véritable tenait aux prix à la production maintenus artificiellement bas par le gouvernement. Les autorités locales affirment que les niveaux de prix raisonnables garantiront des approvisionnements en tomates fraîches de la région avoisinante qui seront suffisants pour alimenter l'usine de concentré si elle devait être rouverte.

Mamou comprend neuf coopératives d'artisans (couturiers, maçons, bouchers, boulangers, teinture de tissus), trois coopératives de mécaniciens (travail du fer, soudure et forgerons), et plusieurs fabricants de sandales et d'articles de cuir. La division des PME a déclaré que plusieurs plantations de 10 ha ou plus étaient actives, mais aucun des projets d'activité de transformation qui ont été approuvés n'était encore efficace. Une succursale de la BICIGUI sera créée à Mamou.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Sept (7)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Un atelier de menuiserie et de meubles analogue à ceux que l'on trouve dans le reste de la Guinée

Une exploitation avicole, qui s'est révélée être un poulailler dont les 300 premiers poulets venaient juste d'être vendus. Le propriétaire est un ingénieur agronome qui a l'intention de lancer une opération commerciale, avec 2000 poules pour démarrer. Il a un emplacement et une étude de faisabilité assez complète et est un exemple caractéristique des quelques entrepreneurs éventuels qui sont en mesure de lancer une affaire à condition d'avoir plus facilement accès aux liquidités financières. Il a soumis une demande de prêt au service d'ouverture de crédit de la CEE. A Mamou, comme ailleurs, la demande du marché en oeufs et en volailles est bien supérieure à l'offre habituelle, un facteur qu'illustre le prix des oeufs, qui est plus élevé qu'aux Etats-Unis.

Deux producteurs agricoles individuels. L'un produit des bananes, des mangues et des oranges et signale l'existence d'un marché très solide en raison de l'insuffisance des approvisionnements en Moyenne Guinée. Il est l'un des rares participants à l'enquête qui n'a pas signalé l'absence de liquidités financières comme constituant un problème majeur. D'un autre côté, les engrais et les herbicides sont soit impossibles à obtenir soit vendus à un prix trop élevé. L'absence de véhicule est citée comme étant une contrainte majeure.

L'autre producteur est l'ex-directeur technique de l'usine de concentré de tomate publique qui désire exploiter une concession de 40 hectares pour la production de tomates, d'oignons et de haricots verts. Il a également parlé de relancer l'usine de concentré sous l'égide privée et de construire un hôtel de luxe de 25 chambres pour les expatriés. Il apparaît comme un exemple caractéristique des anciens fonctionnaires qui se présentent comme des entrepreneurs éventuels et dont les réponses à l'enquête a permis de tirer les points suivants:

- ils sont en mesure de très bien articuler leurs idées de projet

- l'ampleur des projets qu'ils envisagent a tendance à être incompatible avec leurs moyens financiers actuels ou probables

- ils ne semblent pas prendre pleinement conscience des différentes incidences de la participation majoritaire au capital par d'autres pour le financement de leurs projets, ni de la consolidation de la dette et de l'aide financière étrangère octroyée qui autrefois servait à financer des entreprises d'Etat.

Une boulangerie moderne en construction. L'entrepreneur craint que l'approvisionnement irrégulier en combustible diesel et que l'absence d'alimentation en eau potable n'affectent son installation.

Une coopérative de fabricants de sandales et d'articles de cuir qui comprend 46 membres. La plupart des travaux sont effectués sur commande; les commandes sont réparties entre les membres qui sont rémunérés à l'unité. Les méthodes de production sont artisanales. Les problèmes majeurs sont l'irrégularité des approvisionnements en cuir tanné de qualité acceptable (même s'ils ont passé un accord avec la coopérative de bouchers locale), et l'impossibilité d'accroître la productivité pour satisfaire leur marché éventuel. Ils reconnaissent très vivement le besoin d'assistance technique et financière afin de mécaniser dans une certaine mesure leurs opérations qui sont actuellement entièrement manuelles. Plus de la moitié de leur production est commercialisée par des vendeurs en gros à des fins d'exportation vers le Liberia, le Sierra Leone et d'autres pays à l'est.

Une chaudronnerie spécialisée dans la fabrication de foyers améliorés. Une opération conduite par deux chaudronniers qui peut produire quatre foyers par jour suivant des méthodes entièrement manuelles utilisant du matériel d'occasion. Ils ont été formés par un programme technique approprié des Nations Unies. La consommation de bois est réduite entre la moitié et les deux-tiers, un avantage à la fois pour la famille individuelle et le couvert forestier de la nation. Cet exemple représente une illustration classique du type de produit qui est actuellement fabriqué seulement au niveau artisanal, qui pourrait être facilement fabriqué en série et pour lequel un marché en série existe étant donné le niveau de développement de la nation. Il s'agit là certainement d'une idée de projet à développer par le bon entrepreneur.

Une interview avec les membres de la coopérative de teinturiers locale a révélé que cette coopérative n'était pas utilisable étant donné que toutes ses activités pratiques ne semblent pas bien fonctionner du fait de problèmes organisationnels, une situation totalement différente de celle de Labé et de Kindia.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

KINDIA

1. Population: Préfecture totale: 216.052 habitants
Centre de Kindia: 55.904 habitants

2. Infrastructure

Aéroport: aucun
Chemin de fer: station sur la ligne Conakry-Niger
Route: 135 km (2 h et demie) de Conakry, revêtement en mauvais état; 150 km (3 heures) de Mamou, revêtement en mauvais état.

Energie
électrique: sporadique
Eau: pas d'eau courante
Climat: située environ à 300 mètres d'altitude

3. Structure économique

Kindia se trouve dans une région agricole très fertile où il est possible de cultiver pratiquement tous les principaux fruits et légumes tropicaux à l'échelon commercial. Une bonne part des produits vendus sur le marché de Conakry proviennent de la région de Kindia. Une opération conjointe russe/guinéenne de mine de bauxite est installée non loin de la ville. La bauxite est transportée au port de Conakry par voie ferrée. Cette opération constitue une source essentielle d'emploi pour la région; néanmoins aucune statistique n'est disponible. Les coopératives de producteurs sont assez importantes à Kindia. Tout en étant un marché et un centre agricole très importants, l'activité manufacturière se limite essentiellement à l'artisanat, comme on peut le noter d'après la sélection des activités de l'échantillon et d'après les statistiques ci-après de l'emploi dans le secteur privé procurées par la division préfectorale des PME. Le ratio des activités du centre de Kindia par rapport à l'ensemble de la préfecture illustre également les types d'activités artisanales principalement urbaines et principalement rurales dans le contexte guinéen.

Recensement partiel des artisans de Kindia (nombre des effectifs)

	Centre de Kindia	Total, préfecture y compris <u>Centre de Kindia</u>
Boulangeries	37	55
Bouchers	76	89
Tailleurs	392	587
Teinturiers	787	800
Tisserands	241	245
Menuisiers/scieries longs	153	367
Sculpteurs/art plastique	14	16
Bâtiments/Fab. de briques	—	155
Chaudronniers	7	10
Fermiers	2	53
Fondeurs	32	36
Décortiqueuses	11	11
Forgerons	15	138
Bijoutiers	27	28
Planteurs	21	319
Photographes	20	22
Fibre végétale		18
Fabriques savonneries	20	32
Extraction huile	6	98
Cordon, tapisseries	59	69
Coiffures/horlogeries	25	29
Mécaniciens	<u>67</u>	<u>84</u>
Total	2012	3261

Ces chiffres illustrent l'importance de la teinture et du tissage pour lesquels Kindia est bien connue.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Neuf (9)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Deux coopératives de producteurs, l'une regroupant 285 cultivateurs de légumes et l'autre 120 cultivateurs de fruits, qui produisent tous sur une base individuelle. Les deux coopératives ont été organisées avant l'indépendance. Les activités de ces coopératives portent sur la commercialisation, l'approvisionnement en matériel et la représentation. La coopérative de légumes vend ses produits à Conakry, à Fria et dans la région de Kindia. La coopérative de fruits exporte environ 80 pour cent de sa production par l'intermédiaire de Fruitex, la compagnie publique d'exportation. La plupart des producteurs pratiquent la culture intensive de leurs produits sur des

petites parcelles de quelques hectares maximum. Ces deux coopératives ont cité comme contraintes majeures l'absence de fonds de roulement, les difficultés d'approvisionnement en intrants et l'absence de transports. Aucune des deux coopératives n'a eu recours à des sources de crédit externes.

- Une scierie, dont les activités sont un peu plus qu'artisanales, établie en 1962, son principal équipement se composant d'une scie à ruban datant de la Première Guerre mondiale. La seule scierie de Kindia. Le propriétaire, âgé, est candidat au projet PME de la Banque mondiale pour la modernisation de son atelier et l'obtention d'un prêt pour l'agrandir. Lors de la création de la scierie en 1962, l'investissement initial avait dépassé les 10 millions de francs de l'époque, montant entièrement alimenté par des sources personnelles. D'après les chiffres procurés par le propriétaire, en tenant compte d'une moyenne de 20 journées de travail par mois et d'une consommation de 8m³ de bois par jour, ses ventes annuelles se chiffrent à 40 millions FG par an environ (100.000 dollars par an). Il cultive également 12 hectares de riz (aucun intrant) et obtient un rendement aux alentours de 700-750 kg/ha avant usinage. Le propriétaire est un exemple caractéristique de nombreux interviewés qui semblent posséder des ressources personnelles de capital fort importantes même si les sources de crédit semblent rares.
- Un entrepreneur de travaux de construction. Bien qu'il serait l'un des entrepreneurs privés les plus importants de la région à l'exception des coopératives de travaux toujours présentes, cette affaire ne s'est prouvée guère efficace, du fait de sa direction peu entreprenante.
- Une exploitation avicole comprenant 1000 poules pondeuses, lancée en 1982 et financée entièrement par des fonds personnels. Une extension, également financée par des sources personnelles, est en construction. Comme avec toutes les opérations avicoles viables, les poussins sont importés soit de France soit des pays voisins. Il semble exister de bonnes possibilités en Guinée pour au moins une opération d'accoupage convenablement financée.
- Une petite exploitation caprine, à peine en activité, choisie pour l'interview par erreur en raison d'un malentendu au niveau de la langue.
- Une forge et un atelier de soudure. Nous avons demandé à voir le plus grand atelier de Kindia et on nous a fait visiter un atelier de cinq ouvriers qui ont cité comme principale contrainte la difficulté à obtenir suffisamment de ferraille.
- Une coopérative de teinturières (teinture de tissu indigo) regroupant 200 femmes qui utilisent les locaux de la

coopérative sur un système de rotation par groupes de 20. La plupart d'entre elles ont signalé qu'elles travaillaient pour leur propre compte quand elles ne faisaient pas partie de l'équipe de roulement. C'est l'une des coopératives les plus anciennes et les mieux organisées de la Guinée, ayant été créée en 1963. A l'époque de l'établissement, les locaux ont été financés avec un crédit de la Banque mondiale de 60.000 dollars. Plus de la moitié de la production est exportées vers le Gabon, la Côte d'Ivoire et d'autres pays voisins. Les principales contraintes citées portent sur l'absence de fonds de roulement, de financement pour agrandir les locaux et l'approvisionnement irrégulier des substances chimiques importées.

Une coopérative de sculptures en bois et en ivoire organisée en 1984 par 15 artisans qui travaillent sur une base individuelle et vendent leurs articles par l'intermédiaire de la coopérative. Le travail est d'une qualité exceptionnellement bonne. Pratiquement toute la production est vendue soit à des intermédiaires à des fins d'exportation soit directement aux expatriés à Fria et à Kamsar. Le marché de Conakry est approvisionné par des artisans travaillant à Conakry. La coopérative ressent un gros besoin de mécaniser ses opérations afin de relancer la productivité. On a l'impression, néanmoins, que même si les membres de la coopérative sont en mesure de se moderniser au niveau technique, ils se perdront dans la papasserie qui accompagne le crédit PME s'ils ne reçoivent pas de bons conseils. Cette impression est en général ressentie dans les coopératives artisanales et chez bien d'autres petits entrepreneurs et devrait être prise en compte lors de l'élaboration de plans pour l'ouverture de crédits pour la réalisation de petits projets.

4.3. Observations

Un groupe important d'artisans de Kindia, avec lequel une tentative d'interview a été amorcée puis abandonnée en raison de l'absence de réceptivité et des difficultés d'interprétation (peul en malinké puis en français), est le groupe des tisserands. Plus de 200 tisserands travaillent sur une base individuelle dans une zone commune non loin du marché. Les efforts déployés pour s'organiser en coopérative à des fins d'approvisionnement et de commercialisation ont échoué jusqu'à présent. Une bonne part de leur production serait exportée.

La fermeté de l'économie artisanale, agricole et commerciale du secteur privé à Kindia en fait un candidat de premier choix pour un projet de crédit supervisé dans un secteur traditionnel.

Bien que cette région ne fasse pas encore l'objet de promotions spécifiques, il semble vraisemblable qu'elle puisse offrir, étant donné sa proximité de

Conakry et sa ferme vocation agricole, un emplacement approprié pour des activités de transformation des fruits pour le marché de Conakry. Une succursale de la BICIGJI sera implantée à Kindia.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

SIGUIRI

1. Population: Préfecture totale: 209.164 habitants
Centre de Siguiiri: 37.351 habitants

2. Infrastructure

- Aéroport:** aéroport municipal avec piste non revêtue. Un vol hebdomadaire Conakry-Siguiiri-Kankan-Conakry
- Route:** 950 km de route en provenance de Conakry; les 140 km en provenance de Kankan sont à viabilité permanente avec deux rivières à traverser. Service souvent interrompu aux passages des rivières, qui coupent en effet les communications avec le reste de la Guinée, à part une route en très mauvais état en direction de Kouroussa; 210 km (4-5 heures) de Bamako, Mali, surface non goudronnée améliorée sans rivière à traverser.
- Energie électrique:** système combustible diesel 350 kVA
- Eau:** Pas d'eau courante dans la ville. Ressources souterraines abondantes.
- Climat:** Siguiiri est située près d'une plaine inondable du fleuve Niger et présente les caractéristiques climatiques et végétales de la savane sèche. Précipitations annuelles légèrement supérieures à 1000 mm. La saison sèche est longue (7-8 mois) et extrêmement chaude.

3. Structure économique

Par suite de son emplacement, Siguiiri a depuis longtemps des relations commerciales plus solides avec le Mali et la Côte d'Ivoire qu'avec Conakry. La préfecture constitue l'une des principales régions productrices d'or de la Guinée. Actuellement, tout l'or est apparemment exploité et vendu clandestinement à l'exception de ce qui est produit par l'opération conjointe entre Chevaning Ltd et le gouvernement guinéen, concession minière située à quelque 50 km de Siguiiri. L'or représenterait la principale source de revenu de la région. Il a été signalé que la plupart des transactions sont effectuées avec des commerçants du Mali ou de la Côte d'Ivoire. Deux projets de développement récents joueront un rôle important dans l'expansion économique de Siguiiri. L'un porte sur le projet rizicole réalisé sur la rive gauche du fleuve Niger où des parcelles de terre sont irriguées dans un rayon de 120 km pour une double récolte. Au cours de la saison 1986, environ 3000 ha ont été plantés. La majorité des bénéficiaires du projet sont de petits exploitants. Les volets concernant l'approvisionnement en intrants, l'octroi de crédit et la vulgarisation sont inclus dans le projet.

Le second grand projet actuellement mis en oeuvre dans la région, tout en se déroulant à un rythme plus progressif, est le Projet de coton, organisé et

financé par la Corporation française de développement textile. Ce projet a pour objectif d'introduire le coton dans le système d'assolement local des petits exploitants. Le coton sera acheté par la CFDT à un prix fixé par le gouvernement afin d'être utilisé dans la fabrique de textile de Conakry et à des fins d'exportation.

La production fruitière et céréalière est également importante. Une bonne part de l'excédent du marché est exportée vers le Mali moyennant des transactions non enregistrées.

En raison des difficultés d'accès de Conakry, les problèmes d'approvisionnement en combustible et en intrants sont encore plus graves à Sigiri que dans les autres régions de la Haute Guinée. Les coûts de transport sont excessivement élevés. Un commerçant local a signalé qu'il achète du ciment à Conakry à 25.000 FG la tonne, mais le transport jusqu'à Sigiri lui coûte 25.000 FG par tonne en plus.

A l'exception des mines clandestines d'or et de diamant, les statistiques de l'activité non agricole du secteur privé actuelle et en projet, signalée par la division préfectorale des PME, semblent être parallèles à celles des autres régions enquêtées. La liste ci-dessous récapitule ces statistiques par catégorie d'activité:

<u>Activité</u>	<u>Nombre d'entreprises actives</u>
Artisans production	253
Entretien/mécanique	57
Services	219
Agro-industries (usinage à petite échelle)	9
	<u>538</u>

Parmi les projets qui font l'objet d'une demande d'accès mais qui n'ont pas encore été mis en œuvre, on peut citer une usine de conserverie de jus de fruit, une usine de fabrication de glace, plusieurs exploitations avicoles, plusieurs boulangeries modernes, plusieurs fabriques de savons artisanales, etc.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: onze (11)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Deux coopératives de producteurs. L'une regroupe 40 cultivateurs actifs de mangues qui sont en train de s'organiser à des fins d'approvisionnement en intrants et de commercialisation. Leur principal marché non local consiste en exportations vers le Mali. Ils citent comme contraintes majeures l'absence d'accès au crédit et l'insuffisance de transport à des prix raisonnables.

L'autre coopérative de producteurs, également au stade de l'organisation, comprend actuellement 14 membres (9 cadres et 5 paysans producteurs). Les cadres, qui semblent être d'anciens fonctionnaires, prétendent avoir accès à un domaine de 600 hectares de terres éventuellement bonnes pour la riziculture, à 85 km de Siguiri, dont 20 hectares seront cultivés pour la production de semences l'an prochain. La coopérative semble trop pesante sur le plan de la gestion et du vocabulaire d'aide au développement international. Il reste à savoir dans quelle mesure cette opération peut devenir productive.

- Une boulangerie moderne en construction.
- Un forgeron traditionnel qui est spécialisé dans la fabrication de fusils sur commande.
- Une coopérative artisanale de sandales et d'articles de cuir composée de 18 membres qui produisent uniquement pour le marché local et destinée à rester artisanale. L'approvisionnement en cuir constitue le plus grand problème. La plus grosse part est importée du Mali.
- Un fabricant de savons traditionnel. Le seul Libanais à Siguiri, sa famille fournit la région en savons de fabrication traditionnelle depuis 1920. Il veut se développer en installant une usine d'extraction d'huile (au moins 150.000 dollars) et a déposé un dossier auprès du CNPIP.
- Une opération de décortilage de riz et d'arachide à l'échelle artisanale comprenant deux employés. Il n'est pas certain que des meuniers traditionnels qui pratiquent le décortilage à la mesure (une casserole pleine) pour les femmes du marché soient capables d'étendre leur affaire à l'échelle commerciale si le projet rizicole est mis en oeuvre, même s'ils disposent des capitaux suffisants. L'échelle de l'opération et le profil de l'entreprise devraient alors être totalement différents.
- Une pharmacie vétérinaire (pas encore en activité). Un vétérinaire ayant fait des études, possédant une idée mais pas de capital, qui cherche un partenaire financier, et n'a pas l'air de se rendre compte qu'une contribution de 100 pour cent au capital signifie un contrôle de 100 pour cent.
- Une coopérative de propriétaires de tracteurs regroupant 70 propriétaires individuels qui se sont organisés en 1985 afin d'offrir un service de location de tracteurs pour le projet rizicole et les producteurs locaux. Leur problème illustre dans un microcosme les difficultés de l'économie en général. Tous les tracteurs sont soit roumains, soit tchèques, achetés

à des prix subventionnés dans les années 60 et 70. AGRIMA, la compagnie gouvernementale importatrice de pièces de rechange, est incapable de procurer les pièces les plus nécessaires dans des délais réguliers. Pendant la saison du semis, seuls 50 des 70 tracteurs étaient en état de marche et leur utilisation a été limitée du fait du rationnement de carburant. Au moment de l'interview (août 1986), il a été prétendu que les 70 tracteurs ne fonctionnaient pas à cause de l'impossibilité d'obtenir des pneus.

Un représentant de commerçants locaux. Tous les principaux commerçants tireraient leur plus gros revenu de la vente de l'or et toutes leurs autres activités leur servent de façade.

4.3. Observations

En raison des graves contraintes dont souffre Siguiri pour s'approvisionner, il sera difficile d'intégrer davantage cette région dans l'économie nationale guinéenne tant que la route jusqu'à Kankan n'aura pas été refaite et que le service de ferry ne fonctionnera pas plus régulièrement. En raison de l'activité minière, une bonne partie des richesses serait actuellement dissimulée et pourrait être finalement convertie en capitaux d'investissement. Il n'est pas prévu pour le moment d'installer une succursale de la BICIGUI à Siguiri.

Le nombre d'employés à la Chevaning Ltd, l'exploitation de la mine d'or, est prévu être de 350 lorsque la production démarrera à la fin de la saison des pluies de 1986. L'opération logistique sera exploitée directement par la compagnie en effectuant le transport des marchandises de Conakry par camion, à l'exception des produits alimentaires qui pourront être achetés localement. A part quelques familles d'expatriés, ce complexe est une opération à statut unique. La gestion de Chevaning accueillera toute possibilité de sous-traitance locale qui sera compétitive avec le service d'approvisionnement de la société en matière de prix et de fiabilité.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

KANKAN

1. Population: Préfecture totale: 229.861 habitants
Centre de Kankan: 76.633 habitants

2. Infrastructure

- Aéroport:** piste goudronnée en bon état. Deux vols par semaine en provenance de Conakry, dont l'un continue jusqu'à Bamako, Mali.
- Chemin de fer:** terminus de la ligne Conakry-Niger. Au 22 août 1986, la ligne jusqu'à Kankan était hors de service depuis un mois.
- Route:** 800 km jusqu'à Conakry; 335 km jusqu'à Faranah, viabilité acceptable; 465 km de Faranah à Conakry en mauvais état.
Travaux de réfection en cours.
- Energie électrique:** Actuellement 4 heures par jour en raison d'une pénurie de combustible.
- Eau:** Pas d'eau courante dans la ville. Ressources souterraines abondantes.
- Climat:** Tout en étant située dans la zone de savane de la Haute Guinée, la région de Kankan connaît une saison des pluies plus longue et plus régulière que Siguiri.

3. Structure économique:

Kankan est située sur le fleuve Milo, au centre d'une très grande plaine fertile et inondable. La culture commerciale la plus importante de la région est le manguiers. Une usine de concentré de mangue détenue par le gouvernement est encore en activité à Kankan.

Tout en étant le second centre urbain en importance de la Guinée, Kankan et la Haute Guinée semblent en général avoir été tout particulièrement négligées par le gouvernement central au niveau de l'infrastructure. Le service téléphonique est au mieux intermittent, le service ferroviaire de plus en plus sporadique et les seules communications possibles avec Conakry sont souvent le taxi, qui demande seize heures.

Bien qu'il n'ait pas été possible d'obtenir des statistiques sur les activités du secteur privé, la composition de l'activité non agricole semble être analogue à celle des autres villes enquêtées, à savoir principalement commerciale et artisanale. La région de Kankan possède d'énormes potentialités pour l'agriculture commerciale, notamment en ce qui concerne la production de mangues et de riz.

Il semble y avoir de grands projets d'investissement, en particulier dans la

région située le long du fleuve Milo, à quelques kilomètres au nord de la ville. Elle a été réservée au développement industriel et commercial. Une bonne part du capital serait fourni par des émigrés guinéens revenus récemment d'Europe et des pays voisins. La BICIGUI ouvrira prochainement une succursale à Kankan.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Dix (10)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Une coopérative de producteurs regroupant 283 membres, qui, avec la Coopérative de commerçants, dont bon nombre sont également des producteurs, compose l'élite économique de Kankan. En raison de l'absence de transport et de débouchés commerciaux convenables, une bonne part de la production des mangues qui excèdent les quantités achetées par l'usine de concentré est perdue parce qu'elle se détériore.

Une scierie/fabricant de meubles à échelon commercial; affaire lancée en 1984 et employant actuellement 21 ouvriers. L'opération consiste en une merveille mécanique munie d'une courroie alimentée au diesel composée de vieilles pièces d'équipement russe et chinois. Le propriétaire est très entreprenant, capable et désireux de s'étendre, mais ne dispose pas actuellement d'autres possibilités de financement que son propre capital et de prêts de ses parents, qui sont producteurs.

Une exploitation avicole, soi-disant d'échelle commerciale, qui s'est révélée être une coopérative d'élevage de poulets avec environ 50 poules en mauvaise santé, exploitée par un agent de police à la retraite. Une opération d'échelle commerciale avec un soutien financier solide en est actuellement à la phase initiale de construction dans la région industrielle mentionnée plus haut.

Une coopérative de commerçants regroupant 26 commerçants de Kankan qui possèdent une licence pour mener des opérations d'export-import. La plupart d'entre eux sont des producteurs et un bon nombre d'entre eux font le commerce clandestin de l'or et des diamants.

Un atelier de soudure, qui fabrique des portes métalliques et des cadres de fenêtre à partir de ferraille.

Un fabricant d'articles artisanaux en bois et en ivoire qui exploite un atelier de huit personnes sur une base individuelle. Comme la coopérative de Kindia, son marché est axé presque entièrement sur l'exportation en passant par des

intermédiaires ou des expatriés locaux. Il conviendrait que les organismes de développement accordent une plus grande attention aux artisans qui produisent des devises.

- Un fabricant de savons traditionnel, semblable à ceux que l'on trouve dans les grandes villes. Il voudrait également installer une usine d'extraction d'huile de palme et commercialiser l'huile de palme de même que le savon. Si les exploitants de Siguiri et de Kankan installaient tous deux des usines d'extraction, la région serait probablement surapprovisionnée.
- Un meunier d'échelle artisanale (décorticage à la mesure pour les femmes du marché) et propriétaire d'une boulangerie, qui exploite son affaire privée depuis 1964. Il possède sept machines à décortiquer électriques alimentées par un vieux générateur de 37,5 kVA.
- Un atelier de montage de bicyclettes. Une des premières opérations de montage établies dans les économies agraires de subsistance aux premières étapes du développement industriel. La région de Kankan est tout à fait propice au transport par bicyclette, la plaine étant plate et parcourue par relativement peu de voitures, les principaux axes convenant très bien à la circulation en bicyclette. Un atelier de montage employant huit ouvriers peut assembler 30-40 bicyclettes par jour. Vendues aux magasins de bicyclettes locaux pour être revendues au prix fixe de 48.500 FG avec possibilité de versements échelonnés. Peut vendre tous les articles montés. Aimerait fabriquer 100 bicyclettes par jour. Les pièces sont importées de France via Conakry, le port de Conakry connaissant périodiquement des goulots d'étranglement. Une partie du financement pourrait être assurée par un membre de la famille à Conakry. Les opérations ont débuté en février 1986. En raison de la durée et de la gravité de la saison des pluies et de la géographie allongée, il est douteux que le transport en masse par bicyclette puisse avoir lieu également à Conakry, raison manifeste pour laquelle le premier atelier a été installé à Kankan.
- Un tapissier. Un atelier de 25 employés privé en activité depuis 1971. L'approvisionnement en tissu importé constitue un problème périodique.

4.3. Observations

En raison probablement de sa population relativement importante, de son éloignement de Conakry et du retour des émigrés, la région de Kankan semble être dans une certaine mesure plus dynamique que les autres villes enquêtées sur le plan des activités d'investissement. Avec Kindia, et peut-être Labé,

Kankan semble être un endroit qui puisse convenir à un projet de crédit pour le secteur traditionnel.

Le projet de coton de la CFDT possède son siège à Kankan, qui sera le centre des activités de transport pour le coton cultivé et commercialisé dans le cadre du projet. La division préfectorale de Kankan sur les PME n'était pas au courant de l'ouverture de crédit PME de la Banque mondiale.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

KISSIDOUGOU

1. Population: Préfecture totale: 183.236 habitants
Centre de Kissidougou: 40.380 habitants
2. Infrastructure
 - Aéroport: piste non revêtue avec un vol par semaine à destination de Conakry
 - Chemin de fer: aucun
 - Route: 195 km jusqu'à Kankan, revêtement acceptable; 605 km jusqu'à Conakry en passant par Faranah, 93 km jusqu'à Gueckedou (frontière Sierra Leone) en bon état; continuation jusqu'à Macenta et N'zerekore en mauvais état
 - Energie électrique: actuellement 4 heures par jour
 - Eau: Pas d'eau courante dans la ville
 - Climat: Kissidougou connaît un climat intermédiaire entre celui de la savane et celui de la région forestière humide de Guinée.

3. Structure économique

Située dans une partie accidentée du pays, environ au sud de l'extrémité sud de la savane, l'économie de Kissidougou est en quelque sorte mixte -- recouvrant le café, l'huile de palme, le manioc et le bois d'oeuvre comme principales cultures. A l'exception de quelques scieries et d'une boulangerie d'échelle commerciale, toutes les activités de transformation ne dépassent pas le niveau artisanal. Les sols de la région seraient très fertiles. La mine de diamant et d'or ARETOR qui emploie aux alentours de 150 expatriés se trouve à 85 km de Kissidougou. Il est prévu d'installer une succursale de la BICIGUI à Kissidougou.

4. Analyse des réponses au questionnaire de l'enquête

4.1. Nombre de réponses utilisables: Sept (7)

4.2. Répartition par catégorie d'activité

Deux scieries d'échelle commerciale. L'une est exploitée par une mission catholique bénéficiant d'un soutien international. Les bénéfices, le cas échéant, alimentent le budget d'exploitation de la mission. En activité depuis 1954. Le directeur technique est d'avis que le déboisement pourrait gravement réduire les approvisionnements en bois à l'avenir.

La seconde scierie se trouve sur les lieux de la première scierie de Guinée, établie en 1946. Devenue privée en 1984, elle est détenue par six investisseurs privés et exploitée

par un directeur technique très compétent. C'est l'exploitation industrielle la plus spécialisée qui ait été visitée pendant le cours de l'enquête. Elle a soumis une demande au projet PME de la Banque mondiale pour un prêt d'extension. Les deux scieries emploient environ 50 ouvriers chacune.

- Un atelier de menuiserie qui a l'intention de créer une scierie au niveau de l'atelier afin de répondre à ses propres besoins. Le même entrepreneur, un menuisier expérimenté, prévoit de relancer une fabrique de préparation de jus de fruit dans le même bâtiment. Cet entrepreneur, comme de nombreux vieux commerçants traditionnels interviewés, tout en signalant l'absence totale de crédit disponible, semble posséder des ressources personnelles d'une importance étonnante. Il a déjà investi 21 millions FG dans sa nouvelle affaire.
- Une coopérative de travaux de construction regroupant 120 membres qui se heurtent à des problèmes d'organisation et d'exploitation semblables à ceux des autres préfectures.
- Une coopérative de commerçants, qui comprend les 25 importateurs/exportateurs possédant une licence de la préfecture. La majorité sont des producteurs et un bon nombre d'entre eux seraient engagés dans des activités de commerce clandestin d'or et de diamant.
- Une boulangerie moderne. Opération lancée en 1985, mais les ventes quotidiennes seraient tombées de 4.000 à 3.000 pains. Le propriétaire est un émigré guinéen qui est revenu après le changement de gouvernement en 1984.
- Une coopérative de taxis/camions. Coopérative d'appellation uniquement, étant donné qu'elle est chargée par le gouvernement de bien distribuer les commandes de transport.

4.3. Observations

Comme Siguiré, Kissigoudou possède plus de ressources, bien qu'elles soient entre des mains fort traditionnelles, que ne le porte à croire son apparente somnolence. Il reste à savoir si l'opération AREDOR aura une forte incidence sur la région. Les sociétés étrangères engagent actuellement des investissements dans l'amélioration de la production de café.

PROFIL D'ENQUETE REGIONAL

FARANAH

1. Population: Préfecture totale: 142.923 habitants
Centre de Faranah: 39.384 habitants

2. Infrastructure

Aéroport: piste goudronnée avec un vol par semaine en provenance de Conakry
Chemin de fer: Aucun
Route: 475 km (10 heures) jusqu'à Conakry, pour la majorité revêtement en mauvais état, réfection en cours; 140 km jusqu'à Kissidougou, 325 km jusqu'à Kankan, état acceptable.
Energie électrique: alimentation hydroélectrique, 24 heures par jour, assez régulière
Eau: eau courante potable dans le centre de la ville

3. Structure économique

Faranah est située près de la source du fleuve Niger dans une vallée céréalière et rizicole fertile. L'USAID a participé à un projet de développement rural de 3000 hectares, à 15 km de la ville. L'infrastructure municipale est d'une qualité étonnante.

Le secteur non agricole se compose des activités commerciales et de service artisanales habituelles. Les seuls projets PME envisagés sont une autre boulangerie et une fabrique de savons traditionnelle.

La BICIGUI ne prévoit pas d'installer une succursale à Faranah, ne facilitant donc pas l'accès des entrepreneurs locaux au crédit pour la réalisation de petits projets.

4. Analyse des réponses au questionnaire

Etant donné la nature élémentaire de la structure économique non agricole, et les contraintes liées aux problèmes de transport, l'interview pour l'enquête a été annulée.

ANNEXE 3

Tabulation des données des questionnaires individuels

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 1
LIEU	FRIA
ACTIVITE PRINCIPALE	Construction contr. (maisons etc.) et entret. p. Friguia
DATE DEMARRAGE	janvier 86
AIDE GOUVERN.	PME (Fria seulement)
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	600.000 FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	65
EMP. TEMPS PART.	30
NON SPECIALISES	20
SPECIALISES	44
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui (mat./équip.)
VENTES ANNUELLES	13,5 millions FG
CLIENTELE	société Friguia (90% plus)
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	moyen
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	absence de crédit et d'équipement
BESOINS EXPANSION	crédit, devises pour équipement
BESOINS FORMATION	organisation
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	Friguia fournit mat/équip. selon bes. pour travaux cont.
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	dépend presque entièrement de contrats Friguia

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 2

LIEU FRIA

ACTIVITE PRINCIPALE fab. métal, tuyauteries, soudure pour FRIA

DATE DEMARRAGE janvier 80

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE association

ACTIONNAIRES

INVEST. INITIAL 1 million SYL

ORIGINE FONDS prêt FRIA

EMP. PLEIN TEMPS 36

EMP. TEMPS PART. 5-10

NON SPECIALISES 5

SPECIALISES 28

DIRECTION 3

DEP. IMPORTAT. oui (équipement)

VENTES ANNUELLES 1,3 million SYL

CLIENTELE société Friguia (95% +)

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL faible

INT. EXPANSION pas évident

CONTRAINTE à part Fria, pet. marché équip. pour trav. tuyaut. usine chimique

BESOINS EXPANSION équipement

BESOINS FORMATION org. travail; contrats ext. plus importants

CREDIT PRECEDENT oui

SOURCE CREDIT FRIA a fourni mat/équip. selon bes. pour trav. cont.

INT. DIVERSIFIC. non

SECTEUR

COMMENTAIRES atelier dans usine
2 empl. ex-FRIA. Créé par co. pour travailler base contr.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	FRIA
ACTIVITE PRINCIPALE	const. cont. gén., soudure, entretien usine
DATE DEMARRAGE	1974
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	500.000 SYL
ORIGINE FONDS	fonds propres membres
EMP. PLEIN TEMPS	60
EMP. TEMPS PART.	20
NON SPECIALISES	30
SPECIALISES	39
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui (mat./équip.)
VENTES ANNUELLES	15 millions FG
CLIENTELE	société Friguia (90% +)
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	moyen
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	absence de crédit; équip. non disponible
BESOINS EXPANSION	financ.; devises pour équipement
BESOINS FORMATION	formation main-d'oeuvre; gestion proj. pour grands cont.
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	Friguia a fourni mat/équip. selon bes. pour trav. cont.
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	dépend actuel. de Friguia. Aimerait dév. marché local non comp.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 4
LIEU	FRIA
ACTIVITE PRINCIPALE	répar. autom.
DATE DEMARRAGE	décembre 85
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	pas de réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	20
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	14
SPECIALISES	5
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui (pièces de rechange)
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	particuliers
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	crédit, imp. équip., pièces de rechange
BESOINS EXPANSION	pièces de rechange
BESOINS FORMATION	aucun
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	transport
COMMENTAIRES	un des rares ateliers de rép. autom. avec sols en béton et fosses

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 5

LIEU	FRIA
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. oeufs et poulets à rôtir (1500 poulets)
DATE DEMARRAGE	juin 82
AIDE GOUVERN.	oui (Assist. tech/vét.)
CONTROLE	association
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	2,2 millions SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	7
EMP. TEMPS PART.	4
NON SPECIALISES	4
SPECIALISES	1
DIRECTION	3
DEP. IMPORTAT.	oui (poulets, alim., vét.)
VENTES ANNUELLES	4 millions FG
CLIENTELE	marché détail. local (autre exploit. a contr. avec FRIA)
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	crédit; import. intrants, cap. prod. al. locale (5 ha)
BESOINS EXPANSION	financ.
BESOINS FORMATION	dir. expl. qualifié; prop. sont agron./vét.
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	plus grande prod. cér. alim.
COMMENTAIRES	Ancien contractant FRIA. Devises provenant intermédiaires FRIA.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	FRIA
ACTIVITE PRINCIPALE	menuiserie/charpenterie
DATE DEMARRAGE	1970
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	14
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	7
SPECIALISES	7
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	non (sauf outils)
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	1/3 privée; 1/3 FRIA; 1/3 préfec., gouvernement
POUR CENT EXPORTÉ	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	crédit/équipement
BESOINS EXPANSION	financ.
BESOINS FORMATION	pas importants
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Comme bon nombre d'ateliers de menuiserie du pays, cette opération ne possède qu'une scie électrique.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 1
LIEU	LABE
ACTIVITE PRINCIPALE	menuiserie/charpenterie
DATE DEMARRAGE	1981
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	760.000 SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	5
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	3
SPECIALISES	2
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non (sauf outils)
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	clients privés locaux
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	crédit; disp. matières premières; coupures élect.
BESOINS EXPANSION	fin. achat équip.
BESOINS FORMATION	non
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Utilise scies électriques russes et américaines. Est capable de diriger un atelier beaucoup plus grand.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	LABE (km 9)
ACTIVITE PRINCIPALE	prép. alim. poulets avec intrants locaux naturels
DATE DEMARRAGE	future
AIDE GOUVERN.	a fait demande fonds/PME
CONTROLE	cherche financement
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	500.000 FG
ORIGINE FONDS	partenaire
EMP. PLEIN TEMPS	8
EMP. TEMPS PART.	10-15
NON SPECIALISES	4
SPECIALISES	2
DIRECTION	2
DEP. IMPORTAT.	oui (équip.)
VENTES ANNUELLES	6 millions FG (en prévision)
CLIENTELE	exploitants locaux
FOUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	?
INT. EXPANSION	n. rel.
CONTRAINTES	absence financement
BESOINS EXPANSION	financ.
BESOINS FORMATION	pas à l'origine
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	15.000 DM de l'Amb. all.
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	Se montre peu réaliste sur la façon de conduire et de diversifier cette opération avec prudence.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	LABE
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artisanale seaux, etc.
DATE DEMARRAGE	1982
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	association
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	partenaires
EMP. PLEIN TEMPS	3
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	1
SPECIALISES	2
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	clients privés locaux
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	faible
INT. EXPANSION	non
CONTRAINTES	absence de matières premières
BESOINS EXPANSION	volonté/dynamisme
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture de subsistance pour la famille
COMMENTAIRES	Pas au courant d'autres possibilités.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 4
LIEU	LABE (projet)
ACTIVITE PRINCIPALE	fabric. de chaussures en plastique, etc.
DATE DEMARRAGE	future
AIDE GOUVERN.	a demandé fonds/PME
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	cherche partenaires
INVEST. INITIAL	250.000 \$EU
ORIGINE FONDS	20% person./80% crédit fonds propres
EMP. PLEIN TEMPS	36
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	8
SPECIALISES	22
DIRECTION	6
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	?
CLIENTELE	grossistes chaussures à travers toute la Guinée
POUR CENT EXPORTE	peut-être
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	pas jusqu'à présent
CONSTRAINTES	achat technologie; partenaire financier
BESOINS EXPANSION	fonds de roulement à des fins de prod.
BESOINS FORMATION	techniques prod.
CREDIT PRECEDENT	
SOURCE CREDIT	oui
INT. DIVERSIFIC.	commerce
SECTEUR	Veut produire au lieu d'importer du Sénégal. Nécessite autres études coût prod.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 5
LIEU	LABE
ACTIVITE PRINCIPALE	Prod/commerc. riz, maïs, oignons, pom. terre et arach.
DATE DEMARRAGE	1985
AIDE GOUVERN.	non (fonds bloqués)
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	20 (230 ha)
INVEST. INITIAL	1,6 million FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	35
EMP. TEMPS PART.	34
NON SPECIALISES	45
SPECIALISES	35
DIRECTION	0
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	12 millions FG
CLIENTELE	vente détail locale; en gros vers Conakry par coop.
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	faible
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	engrais et autres intr. non dispon.; prix élevés
BESOINS EXPANSION	facteurs prod. techniques; res. en main-d'oeuvre
BESOINS FORMATION	tech. agronomiques; techn. culturelles
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	fonds de crédit intern. possible
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	élevage; légumes
COMMENTAIRES	Membres font partie de l'élite commerciale de Labé.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	Labé
ACTIVITE PRINCIPALE	teinture tissu indigo
DATE DEMARRAGE	1981
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	150 femmes
INVEST. INITIAL	750.000 FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	150
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	150
DIRECTION	0
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	privée locale et grossistes
POUR CENT EXPORTE	?
MARCHE POTENTIEL	moyen
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	difficile obt. tissu et teinture prix raisonnables
BESOINS EXPANSION	fonds de roulement
BESOINS FORMATION	pas pour les méthodes traditionnelles de production
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Une des nombreuses coop. indigo marchant bien qui alimentent le marché intérieur.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	LABE
ACTIVITE PRINCIPALE	réparations autom.
DATE DEMARRAGE	1983
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	180.000 SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	5
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	5
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui (pièces de rechange)
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	particuliers
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	obtenir pièces de rech.; const. atel.; crédit; coup. él.
BESOINS EXPANSION	financ.
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	parents
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	En dehors des coop., échelle existe. Activité non agricole du secteur privé.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN — ANNEXE 3

Questionnaire 8

LIEU LABE

ACTIVITE PRINCIPALE imp./distr. biens de consom.; export. Sén. prod. agric.

DATE DEMARRAGE ?

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE assoc. commerçants privés

ACTIONNAIRES 70

INVEST. INITIAL sans réponse

ORIGINE FONDS membres

EMP. PLEIN TEMPS

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES

SPECIALISES

DIRECTION

DEP. IMPORTAT. oui

VENTES ANNUELLES sans réponse

CLIENTELE détaillants locaux; grossistes du reste du pays

POUR CENT EXPORTE une partie

MARCHE POTENTIEL ?

INT. EXPANSION

CONTRAINTE

BESOINS EXPANSION

BESOINS FORMATION

CREDIT PRECEDENT

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC.

SECTEUR

COMMENTAIRES Ass. vague de commerçants locaux et de l'élite économique locale. Maintenant à Conakry.
Princ. source de marchandise: Sénégal, marché noir.
L'établissement d'une banque à Labé réduirait les nombreux voyages à Conakry pour les autor. d'importation.
Ventes dans toute la Moyenne et la Haute Guinée.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 1
LIEU	MAMOU
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artis. sandales et autres art. cuir
DATE DEMARRAGE	1975
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	46
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	membres détiennent les outils
EMP. PLEIN TEMPS	46
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	46
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	grossistes/interméd.; essentiel. sur commande
POUR CENT EXPORTE	50
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	crédit; cuir; prod. chimiques; insuf. intrants
BESOINS EXPANSION	nouveau site pour atelier; financ. trav. const.
BESOINS FORMATION	assist. techn. en prod. méc.
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Exporte au Sierra Leone et autres nations côtières à l'est.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	MAMOU (projet)
ACTIVITE PRINCIPALE	oeufs et poulets rôtir; prod. alim. (300 act., 2000 ensuite)
DATE DEMARRAGE	1985
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	cherche partenaire
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle et autre
EMP. PLEIN TEMPS	14
EMP. TEMPS PART.	10
NON SPECIALISES	6
SPECIALISES	4
DIRECTION	4
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	18,9 millions (projet)
CLIENTELE	population locale; contrat avec Jean LeFevre
POUR CENT EXPORTÉ	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui (300 à 2000)
CONTRAINTE	fin. fonds propres
BESOINS EXPANSION	construction/équipement
BESOINS FORMATION	formation des exploitants
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	prod agric. (alim.)
COMMENTAIRES	Possède actuellement poulailler . Propriétaire est un agronome de formation.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 3

LIEU	MAMOU
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. échel. artis. foyers améliorés
DATE DEMARRAGE	1985
AIDE GOUVERN.	formation technique UNICEF
CONTROLE	association
ACTIONNAIRES	2
INVEST. INITIAL	donation équipement
ORIGINE FONDS	
EMP. PLEIN TEMPS	4
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	2
SPECIALISES	2
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	2,5 millions FG (environ)
CLIENTELE	ménages locaux
POUR CENT' EXPORTE	nul
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	crédit; cap. douteuse à vendre
BESOINS EXPANSION	financ. équip. pour construction méc.
BESOINS FORMATION	amél. form. artisans ou prod. mécanisée
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Cet article réduit la consommation de bois de moitié ou du tiers. Marché potentiel énorme.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN --- ANNEXE 3

Questionnaire 4

LIEU MAMOU

ACTIVITE PRINCIPALE prod. fruit/lég., finalement transformation (10-40ha)

DATE DEMARRAGE future

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE privé (cherche partenaire)

ACTIONNAIRES

INVEST. INITIAL 30m/10ha; 70m/40

ORIGINE FONDS 10% personnelle; 90 autre

EMP. PLEIN TEMPS 17

EMP. TEMPS PART. 0

NON SPECIALISES 10

SPECIALISES 5

DIRECTION 2

DEP. IMPORTAT. oui

VENTES ANNUELLES 8,7 millions FG (10ha)

CLIENTELE grossistes ou contrats; même usines

POUR CENT EXPORTÉ 0

MARCHE POTENTIEL solide

INT. EXPANSION oui

CONTRAINTE fin. fonds propres; eng/sem amélior. prix raisonnables

BESOINS EXPANSION part. financier; techn. prod. cult.; crédit

BESOINS FORMATION non (un agronome; aupar. directeur usine de conserve)

CREDIT PRECEDENT non

SOURCE CREDIT BICIGUI dit a besoin 30% capit/équip. doit être fab.fran

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR petite hôtellerie

COMMENTAIRES Propriétaire dit ancienne usine avait problèmes d'approv. en matières premières qui ont été solubles.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN — ANNEXE 3

	Questionnaire 5
LIEU	MAMOU
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. banane, mangue et orange (40 ha)
DATE DEMARRAGE	1985
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	16 millions SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	19
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	19
DIRECTION	0
DEP. IMPORTAT.	oui (pour prod. améliorée)
VENTES ANNUELLES	240.000 SYL
CLIENTELE	détaillants locaux
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	vague
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	transports; engr.; insectic.; main-d'oeuvre formée
BESOINS EXPANSION	dav. transports, eng., insectic. et main-d'oeuvre form.
BESOINS FORMATION	formation de planteurs spécialisés
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	divers
COMMENTAIRES	Si l'absence de véhicules constitue la contrainte majeure, une autre contrainte sera l'absence de crédit.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	MAMOU
ACTIVITE PRINCIPALE	pain, biscuits, gateaux
DATE DEMARRAGE	future
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	12
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	12
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	grossistes locaux
POUR CENT EXPORTE	non
MARCHE POTENTIEL	vague
INT. EXPANSION	dépend des affaires
CONTRAINTE	demande de marché future inconnue
BESOINS EXPANSION	alim. continuelle en combustible et en eau
BESOINS FORMATION	assist. technique pour entretien équipement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	commerce, trans., industrie
COMMENTAIRES	Attend livraison générateur diesel avant démarrage.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	MAMOU
ACTIVITE PRINCIPALE	fab. meubles
DATE DEMARRAGE	1986
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	2,35 millions SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	14
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	8
SPECIALISES	6
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	3 millions FG
CLIENTELE	privée et gouv. préfec.
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	absence crédit
BESOINS EXPANSION	financ. équipement et transport
BESOINS FORMATION	assist. tech. pour production mécanisée
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Représentatif du type et de l'échelle d'une activité de transformation privée non coopérative.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 1

LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	entrep. travaux const., cadres métal. fenêtre
DATE DEMARRAGE	janvier 86
AINE GOUVERN.	non
CONTROLE	familial
ACTIONNAIRES	3
INVEST. INITIAL	750.000
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	10
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	3
SPECIALISES	70
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui (matériel)
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	locale
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	E.H.
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	pas de capital ou de crédit pour achat équipement
BESOINS EXPANSION	crédit et meilleur marché
BESOINS FORMATION	entret. équipement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Propriétaires et ouvriers (frères) revenus de Côte d'Ivoire. Propriétaires ne révèlent pas de sens solide des affaires.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artisan. objets d'art bois/ivoire
DATE DEMARRAGE	1984
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	15
INVEST. INITIAL	100.000 FG (outils)
ORIGINE FONDS	membres actuels
EMP. PLEIN TEMPS	40
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	9
SPECIALISES	30
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	Fria, Kamsar, exportateurs
POUR CENT EXPORTE	100% environ
MARCHE POTENTIEL	limité
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	absence fonds pour nouvel atelier/équipement
BESOINS EXPANSION	financ. meilleurs transports
BESOINS FORMATION	aucun; apprentis formés par maîtres
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Travail artisanal de grande qualité. Aurait besoin de nombreux conseils pour écritures financières.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	scierie bois d'oeuvre
DATE DEMARRAGE	1962
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	patriarcal
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	9,2 millions FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	8
EMP. TEMPS PART.	3
NON SPECIALISES	3
SPECIALISES	8
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non (bois); oui (équipement)
VENTES ANNUELLES	40 millions (semble élevé)
CLIENTELE	détaillants et grossistes locaux
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	EH
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	financ. équip. nouvel atelier et transport
BESOINS EXPANSION	capital
BESOINS FORMATION	gestion forestière pour fournisseurs
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	prod. rizicole (familiale)
COMMENTAIRES	Propriétaire âgé avec huit enfants.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 4

LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	teinture tissu indigo et chimique (artisanale)
DATE DEMARRAGE	1963
AIDE GOUVERN.	oui
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	200
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	membres; Banque mondiale
EMP. PLEIN TEMPS	
EMP. TEMPS PART.	200
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	grossistes/détaillants
POUR CENT EXPORTE	50
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	financ. (accrois. prod. douteux avec nouvel atelier)
BESOINS EXPANSION	plus de membres
BESOINS FORMATION	pas au niveau artisanal
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	prêt EM 60.000 \$EU pour construction atelier
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Première coopérative de Guinée. Exporte produits de qualité. Techniques artisanales.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 5
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. légumes base industrielle; coop. commerciale 40ha
DATE DEMARRAGE	1950
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	285
INVEST. INITIAL	500.000 SYL
ORIGINE FONDS	membres
EMP. PLEIN TEMPS	285 producteurs
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui (intrants/équipement)
VENTES ANNUELLES	10 millions (trop faibles)
CLIENTELE	marchés Conakry/Fria
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	financ. pour équip.; crédit pour intrants; transports
BESOINS EXPANSION	financ. pour équip.; crédit pour intrants; transports
BESOINS FORMATION	organisationnelle
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	Principaux fournisseurs des marchés de Conakry.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEAN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	coop. prod. fruitiers et commercialisation
DATE DEMARRAGE	1945
AIDE GOUVERN.	oui
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	120
INVEST. INITIAL	200.000 FG
ORIGINE FONDS	membres
EMP. PLEIN TEMPS	120 producteurs
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui (intrants/équipement)
VENTES ANNUELLES	33,5 millions (trop faibles)
CLIENTELE	contrats détaillants
POUR CENT EXPORTE	80
MARCHE POTENTIEL	faible
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	financ. pour équip.; transport et intrants
BESOINS EXPANSION	fin. équip.; transport/intrants; main-d'oeuvre qual.
BESOINS FORMATION	non cités
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	production céréalière
COMMENTAIRES	Exportations via Fruitex.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	fab. portes/fenêtres métalliques
DATE DEMARRAGE	1975
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	120.000 FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	10
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	4
SPECIALISES	5
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non (sauf pour équipement)
VENTES ANNUELLES	300.000 FG
CLIENTELE	grossistes locaux, clientèle privée et préflect.
POUR CENT EXPORTÉ	0
MARCHE POTENTIEL	bon
INT. EXPANSION	peut-être
CONTRAINTES	insuf. ferraille et équip.
BESOINS EXPANSION	financ.
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	La plus grande opération de son genre à Kindia.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 8
LIEU	KINDIA (projet)
ACTIVITE PRINCIPALE	production ruminants (caprins)
DATE DEMARRAGE	1983
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	1
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	pas encore constituée
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	crédit
BESOINS EXPANSION	financement
BESOINS FORMATION	oui (sans précision)
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	
COMMENTAIRES	PME signale que ce serait une opération de production alimentaire.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 9
LIEU	KINDIA
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. oeufs (1.000 poulets)
DATE DEMARRAGE	1982
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	4
EMP. TEMPS PART.	0
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	ventes locales directes
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui (en cours)
CONTRAINTE	financement: alimentation, intrants, transport
BESOINS EXPANSION	camions, poussins, pompe motorisée
BESOINS FORMATION	non signalée
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	PME
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture (aliments, céréales)
COMMENTAIRES	Opération éventuellement plus importante.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN --- ANNEXE 3

	Questionnaire 1
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artisanale de fusils de chasse; répar. générales
DATE DEMARRAGE	1978
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	3
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	2
SPECIALISES	1
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	locale
POUR CENT EXPORTÉ	0
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	insuf. matières premières (ferraille)
BESOINS EXPANSION	financement
BESOINS FORMATION	non
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Forge traditionnelle dans petite maison. potentiel/possibilité expansion très limités.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	imp/exp/com. local riz, sucre, prod. alim., mat. constr.
DATE DEMARRAGE	1945
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	400.000 FCFA
ORIGINE FONDS	personnelle (familiale)
EMP. PLEIN TEMPS	7
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	import. (détaillants locaux); export. (fruits au Mali)
POUR CENT EXPORTE	20% environ
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	inconnu
CONTRAINTE	coûts transp. ciment de Conakry élevés (25.000 FG/tonne)
BESOINS EXPANSION	crédit; commun/transport meil.; adminis. plus rapide
BESOINS FORMATION	non spécifiés; un seul commerçant
CREDIT PRECEDENT	non spécifié
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	culture mangue

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 3

LIEU SIGUIRI

ACTIVITE PRINCIPALE service de tracteur sur contrat

DATE DEMARRAGE 1986

AIDE GOUVERN.

CONTROLE coopérative (propriétaires individuels)

ACTIONNAIRES 70 (tous avec tracteurs)

INVEST. INITIAL 300.000 SYL

ORIGINE FONDS programme achat créditouv.

EMP. PLEIN TEMPS 70

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES

SPECIALISES 70

DIRECTION

DEP. IMPORTAT. oui

VENTES ANNUELLES sans réponse

CLIENTELE cultivateurs locaux céréales, bénéf. prod. rizicole

POUR CENT EXPORTE

MARCHE POTENTIEL solide

INT. EXPANSION oui

CONTRAINTEs AGREMA seul fournis. pièces rechange (tract. roumains et tchèques)

BESOINS EXPANSION pièces, combustible, fonds de roulement

BESOINS FORMATION mécaniciens entretien

CREDIT PRECEDENT oui (achat à l'origine)

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR prod. rizicole en coopérative (100ha)

COMMENTAIRES 50 des 70 tracteurs en service pendant la saison du semis en mai.
Actuellement aucun en état de marche en raison de l'impossibilité de remplacer les pneus.
Diff. approvisionnement problème n°1 en Haute Guinée.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 4
LIEU	SIGIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	finalement 1000 ha cultures céréales en coop.
DATE DEMARRAGE	1986
AIDE GOUVERN.	1:2 prêt 20 sacs semences
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	14
INVEST. INITIAL	60.000 FG/memb.
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	14
EMP. TEMPS PART.	2
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	5
DIRECTION	9
DEP. IMPORTAT.	oui, équip. technique seulement
VENTES ANNUELLES	inconnues
CLIENTELE	ventes aux grossistes
POUR CENT EXPORTE	---
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui (jusqu'à 1000ha)
CONTRAINTE	financ. équipement
BESOINS EXPANSION	financ. équipement
BESOINS FORMATION	stages dans pays en développement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Groupe composé de neuf fonctionnaires de la 1ère république. Vice-Président est le PDG de la CBG avec une grande concession. Domaine à 85 km de Sigiri.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 5

LIEU KANKAN, SIGUIRI

ACTIVITE PRINCIPALE petite exploit. cotonnière pour vente à la CFDT

DATE DEMARRAGE 80;84

AIDE GOUVERN. gouvernement français

CONTROLE CFDT (entrep. nationale française)

ACTIONNAIRES

INVEST. INITIAL

ORIGINE FONDS projet prévoit opér. crédit

EMP. PLEIN TEMPS 200 (CFDT)

EMP. TEMPS PART. 3000 (prod)

NON SPECIALISES

SPECIALISES

DIRECTION

DEP. IMPORTAT. oui (intrants)

VENTES ANNUELLES

CLIENTELE coton pour nouvelle fab. textile Conakry à des fins exp.

POUR CENT EXPORTE ?

MARCHE POTENTIEL ?

INT. EXPANSION oui (en prévision)

CONTRAINTES organisation de producteurs

BESOINS EXPANSION signes marché approp.

BESOINS FORMATION oui, organisée par CFDT

CREDIT PRECEDENT oui

SOURCE CREDIT crédit production organisé par projet

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR autres cultures

COMMENTAIRES CFDT organise prod. cotonnière en Haute Guinée.
Projet complexe, très vaste.
Sur personnel CFDT, neuf sont des expatriés; 3000 empl. à la production travaillant sur 1000ha.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artisanale savons caustiques
DATE DEMARRAGE	1920
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	9
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	9
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	180.000 FG
CLIENTELE	population locale
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	faible
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	financ./extraction huile, transport
BESOINS EXPANSION	financ./extraction huile, transport
BESOINS FORMATION	entretien nouvel équipement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Inscrit auprès du CNPIP.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	pharmacie vétérinaire
DATE DEMARRAGE	future
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	1
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	0
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	producteurs Haute Guinée
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	
CONTRAINTE	partenaire financier
BESOINS EXPANSION	partenaire financier
BESOINS FORMATION	à déterminer
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	prêts de parents
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	usine décorticage petite échelle
DATE DEMARRAGE	1982
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	3 millions FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	2
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	2
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	500.000 FG
CLIENTELE	marché local
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	financ. équipement, pièces de rechange, combustible
BESOINS EXPANSION	financ. équipement, pièces de rechange, combustible
BESOINS FORMATION	non spécifiés
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	Avec la récente hausse régionale de la production rizicole, il existe des possibilités pour une beaucoup plus grande opération.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 8
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	pain, biscuits, gateaux
DATE DEMARRAGE	future
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	marché local
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	
CONTRAINTES	matières premières, combustible, transport
BESOINS EXPANSION	crédit, marché
BESOINS FORMATION	entretien équipement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	commerce, industrie
COMMENTAIRES	La première boulangerie moderne de Siguiri. En construction à l'époque de l'enquête.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 9
LIEU	SIGUIRI
ACTIVITE PRINCIPALE	mangues, prod. légumes
DATE DEMARRAGE	1986
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	40
INVEST. INITIAL	40.000FG/membre
ORIGINE FONDS	membres
EMP. PLEIN TEMPS	40
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	40
DIRECTION	0
DEP. IMPORTAT.	oui (importations)
VENTES ANNUELLES	
CLIENTELE	exportations vers le Mali
POUR CENT EXPORTE	élevé
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	dans une certaine mesure
CONTRAINTES	équipement, transport, communications
BESOINS EXPANSION	financement
BESOINS FORMATION	éventuelle pour entretien équipement
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	éventuellement
SECTEUR	élevage, transport
COMMENTAIRES	Producteurs individuels qui veulent s'associer pour obtenir des fonds.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 1
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	montage bicyclettes (pièces importées); fab. tricycles
DATE DEMARRAGE	1986
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	français/guinéens
INVEST. INITIAL	500 bicyclettes
ORIGINE FONDS	fabrication française; personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	8
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	1
SPECIALISES	6
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	cui
VENTES ANNUELLES	jusqu'à 6000 bic./an à 48.000
CLIENTELE	ventes crédit par détaillants de Kankan, évent. ailleurs
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui (30-100/jour)
CONSTRAINTES	approv. irrégulier pièces dû problèmes transport Conakry
BESOINS EXPANSION	financement; bâtiment plus grand
BESOINS FORMATION	projet formation par représentant fabricant
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	fourn. et prêt de Société gén. de Banques (française)
INT. DIVERSIFIC.	éventuellement
SECTEUR	
COMMENTAIRES	La seule opération non artisanale du secteur privé identifiée.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. artis. savons caustiques (2000/jour, 180-200 jours/an)
DATE DEMARRAGE	1977
AIDE GOUVERN.	approv. matières premières
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	175.000 SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	5
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	4
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	620 millions FG/an (environ)
CLIENTELE	marché local; grossistes
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	a besoin service extraction; approv. plus régulier en matières premières
BESOINS EXPANSION	financement; savoir-faire technique
BESOINS FORMATION	oui, si usine extraction est installée
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	déposé une demande auprès FME 1981, pas de suite
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Usine d'extraction de 60 millions FCFA. Entreprise avec un plus grand potentiel qu'à Siguiri. Si deux usines d'extraction sont en service, l'opération risque de produire plus qu'il n'est nécessaire.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	coop. avicole avec 50 poulets environ
DATE DEMARRAGE	1980
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	300.000 SYL
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	3
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	3
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non
VENTES ANNUELLES	
CLIENTELE	marché local
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	modéré
INT. EXPANSION	oui (jusqu'à 6000-10000)
CONTRAINTES	absence savoir-faire technique et sens des affaires, absence financement
BESOINS EXPANSION	
BESOINS FORMATION	oui (exploitation)
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	
SECTEUR	
COMMENTAIRES	

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 4
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	Coop. de 26 importateurs/exportateurs
DATE DEMARRAGE	1978
AIDE GOUVERN.	devises
CONTROLE	coopérative
ACTIONNAIRES	
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	26
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	sans réponse
CLIENTELE	import. (marché Kankan); export. (fruits au Mali)
POUR CENT EXPORIE	majorité
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	transport; soi-disant fonds de roulement
BESOINS EXPANSION	meilleurs arrangements financiers et administratifs
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Une autre association de commerçants comme celle de Siguiri. Groupe économiquement puissant, mais qui ne constitue probablement pas une force de modernisation.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN — ANNEXE 3

Questionnaire 5

LIEU KANKAN

ACTIVITE PRINCIPALE décortilage petites quantités (contenu panier) pour
marché local

DATE DEMARRAGE 1964

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE privé

ACTIONNAIRES 1

INVEST. INITIAL 5 millions FG

ORIGINE FONDS personnelle

EMP. PLEIN TEMPS 11

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES

SPECIALISES 10

DIRECTION 1

DEP. IMPORTAT. non (sauf pour équipement)

VENTES ANNUELLES 14 millions FG (environ)

CLIENTELE marché local

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL solide

INT. EXPANSION oui

CONTRAINTE financement

BESOINS EXPANSION déc. de base lancer affaire échelle commerciale, équip.

BESOINS FORMATION entretien équipement

CREDIT PRECEDENT non

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR boulangerie

COMMENTAIRES financement signalé comme contrainte à l'expansion.
Opération dispose de 7 petites machines à décortiquer et
d'un générateur 37 kVA.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 6
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	fabrication meubles
DATE DEMARRAGE	1971
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	300.000 FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	25
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	24
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui (à part le bois)
VENTES ANNUELLES	1-2 millions
CLIENTELE	détaillants locaux
POUR CENT EXPORTÉ	
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	équipement, matériel, financement
BESOINS EXPANSION	équipement, matériel, financement
BESOINS FORMATION	pas pour le type actuel d'activité
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	commerce
COMMENTAIRES	

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 7

LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	portes, ornements en métal, fenêtres, etc.
DATE DEMARRAGE	1964
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	500.000 FG
ORIGINE FONDS	personnel
EMP. PLEIN TEMPS	10
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	9
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui, matériaux du Mali
VENTES ANNUELLES	2 millions FG
CLIENTELE	détaillants/grossistes locaux
POUR CENT EXPORTE	
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	matériaux; appr. combustible; financ.; commun.;
BESOINS EXPANSION	matériaux; appr. combustible; financ.; commun.;
BESOINS FORMATION	aucun
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	scierie actuellement en construction
COMMENTAIRES	a été interviewé par d'autres.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 8
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	travail artisanal bois/ivoire
DATE DEMARRAGE	
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	2 millions FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	5
EMP. TEMPS PART.	3
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	8
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	non (sauf outils électriques)
VENTES ANNUELLES	6 millions
CLIENTELE	intermédiaires, expatriés régionaux, touristes
POUR CENT EXPORTE	90
MARCHE POTENTIEL	modéré
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	financ.; équipement;
BESOINS EXPANSION	financ.; équipement;
BESOINS FORMATION	oui, pour expansion
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	non
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Un des quelques ateliers de Kankan organisés en vague association.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 9
LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	scierie; travail du bois; fabrication de meubles
DATE DEMARRAGE	1984
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	sans réponse
ORIGINE FONDS	personnelle; parents
EMP. PLEIN TEMPS	21
EMP. TEMPS PART.	8
NON SPECIALISES	9
SPECIALISES	12
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	40 millions FG
CLIENTELE	région Kankan
POUR CENT EXPORTÉ	0
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	financières; appro. combustible; équipement
BESOINS EXPANSION	financières; appro. combustible; équipement; transport
BESOINS FORMATION	dit que non, mais a besoin de former pers. à utiliser équipement
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	prêt de parents pour démarrer
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	plantation
COMMENTAIRES	La plus grande activité de transformation d'échelle commerciale vue jusqu'à présent.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 10

LIEU	KANKAN
ACTIVITE PRINCIPALE	culture mangue (70 ha)
DATE DEMARRAGE	1959
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	100.000 FCFA
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	3
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	3
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui (intrants)
VENTES ANNUELLES	1 million FG
CLIENTELE	fabrique de jus gouv.; export. pays voisins
POUR CENT EXPORTE	20
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTES	res. intrants irrégulières (combust. engrais, transport)
BESOINS EXPANSION	fonds de roulement
BESOINS FORMATION	équip., trans., financ.
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	sollicité, mais pas d'accord sur conditions
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	exploitation avicole
COMMENTAIRES	Le propriétaire est président d'une coopérative regroupant 283 producteurs de mangues. Les mangues et les oranges constituent la principale industrie locale.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 1

LIEU KISSIDOUYOU

ACTIVITE PRINCIPALE scierie; fabrication de meubles

DATE DEMARRAGE 1954

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE organisation bénévole étrangère

ACTIONNAIRES

INVEST. INITIAL

ORIGINE FONDS donateurs étrangers

EMP. PLEIN TEMPS 55

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES 1

SPECIALISES 50

DIRECTION 4

DEP. IMPORTAT. non, sauf pour équipement et combustible

VENTES ANNUELLES

CLIENTELE locale privée et en partie gouvernementale

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL solide

INT. EXPANSION pas vraiment

CONTRAINTEs approv. en bois dans la région avoisinante

BESOINS EXPANSION modernisation de l'équipement

BESOINS FORMATION formation mécaniciens et entretien équipement

CREDIT PRECEDENT oui

SOURCE CREDIT soutien de donateurs étrangers

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR agriculture (appr. alimentaire des missions)

COMMENTAIRES Interviewée au bureau PME
 Cette opération n'a pas pu être visitée.
 Semble plutôt une entreprise sociale, non structurée
 qu'une entreprise strictement commerciale.

122

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	KISSIDOUGOU
ACTIVITE PRINCIPALE	scierie
DATE DEMARRAGE	1984
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	société
ACTIONNAIRES	6
INVEST. INITIAL	65 millions FCFA
ORIGINE FONDS	actionnaires (100%)
EMP. PLEIN TEMPS	45
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	30
SPECIALISES	10
DIRECTION	5
DEP. IMPORTAT.	non; à l'exception de l'équipement et du combustible
VENTES ANNUELLES	30 millions
CLIENTELE	locale privée et gouvernementale
POUR CENT EXPORTE	
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui (menuiserie)
CONTRAINTES	accès au financ., combustible, pièces de rechange;
BESOINS EXPANSION	accès au financ., combustible, pièces de rechange;
BESOINS FORMATION	oui, si un équipement plus moderne est acheté
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	a présenté une demande de crédit PME/Banque mondiale
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	divers (entre six actionnaires)
COMMENTAIRES	De tout l'échantillon, c'est l'opération d'ampleur commerciale la plus spécialisée.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	KISSIDOU
ACTIVITE PRINCIPALE	pain français (2-3000/jour, avant 4000/jour)
DATE DEMARRAGE	1985
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	9
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	0
SPECIALISES	9
DIRECTION	1
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	2 millions FG
CLIENTELE	grossistes/détaillants locaux
POUR CENT EXPORTE	
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	oui (pâtisserie)
CONTRAINIES	
BESOINS EXPANSION	
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	
SECTEUR	
COMMENTAIRES	Nouveau four électrique. Révèle des problèmes en matière de gestion.

124

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 4

LIEU KISSIDOUGOU

ACTIVITE PRINCIPALE association de propriétaires de camions

DATE DEMARRAGE 1953

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE propriétaires individuels

ACTIONNAIRES 247 membres

INVEST. INITIAL

ORIGINE FONDS habituellement personnelle

EMP. PLEIN TEMPS

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES

SPECIALISES

DIRECTION

DEP. IMPORTAT. oui

VENTES ANNUELLES

CLIENTELE commerciale et privée locale

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL

INT. EXPANSION oui

CONTRAINTE financ. véhic.; approv. pièces de rechange; état routes

BESOINS EXPANSION

BESOINS FORMATION

CREDIT PRECEDENT non

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC.

SECTEUR

COMMENTAIRES Le secrétaire exécutif de la coopérative a été interviewé. Coopératives analogues dans chaque préfecture. Répartition du trafic de marchandises entre les membres.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 5
LIEU	KISSIDUGOU (projet)
ACTIVITE PRINCIPALE	menuiserie, sciage;
DATE DEMARRAGE	1986
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	21 millions FG
ORIGINE FONDS	personnelle
EMP. PLEIN TEMPS	14
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	pas pour les matériaux, mais pour l'équipement
VENTES ANNUELLES	
CLIENTELE	locale
FOUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	moyen
INT. EXPANSION	
CONTRAINTE	financ. et achat équipement pour scierie
BESOINS EXPANSION	financement
BESOINS FORMATION	pas pour le moment
CREDIT PRECEDENT	non
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	fabrique jus de fruit
COMMENTAIRES	Menuisier expérimenté et doté en capitaux.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 6

LIEU KISSIDOUYOU

ACTIVITE PRINCIPALE construction de bâtiments, ponts, etc.

DATE DEMARRAGE 1979

AJDE GOUVERN. non

CONTROLE coopérative de com. individuels

ACTIONNAIRES 150

INVEST. INITIAL 15.000 FG

ORIGINE FONDS personnelle

EMP. PLEIN TEMPS 150

EMP. TEMPS PART. 0

NON SPECIALISES 0

SPECIALISES 150

DIRECTION

DEP. IMPORTAT. oui pour ciment et outils, pas pour le reste

VENTES ANNUELLES

CLIENTELE locale privée, gouvernementale

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL moyen

INT. EXPANSION

CONTRAINTES semble avoir des problèmes organisationnels internes

BESOINS EXPANSION équipement; ressources pour financer achats

BESOINS FORMATION disent que non

CREDIT PRECEDENT non

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC.

SECTEUR

COMMENTAIRES Exemple typique des coopératives de construction dans chaque préfecture. Peut effectuer des travaux de construction, mais ne possède pas la capacité gestionnaire nécessaire pour la réalisation de grands projets.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 7
LIEU	KISSIDOUGOU
ACTIVITE PRINCIPALE	organisation de 25 importateurs/exportateurs
DATE DEMARRAGE	1972
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	association de commerçants individuels
ACTIONNAIRES	25
INVEST. INITIAL	
ORIGINE FONDS	
EMP. PLEIN TEMPS	
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	import. biens de consom.; export. café, huile de palme
VENTES ANNUELLES	
CLIENTELE	export. en passant par Conakry; import. marché local
POUR CENT EXPORTE	7
MARCHE POTENTIEL	
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINIES	citent le crédit comme contrainte majeure
BESOINS EXPANSION	sources de crédit
BESOINS FORMATION	sans réponse
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	interne entre les membres
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	agriculture
COMMENTAIRES	Les membres représentent l'élite économique locale. Sont à la fois des producteurs et des commerçants.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

Questionnaire 1

LIEU CONAKRY

ACTIVITE PRINCIPALE fabr. sacs de voyage, articles ménagers en plastique, boîtes en carton

DATE DEMARRAGE 1970

AIDE GOUVERN. non

CONTROLE société

ACTIONNAIRES 6

INVEST. INITIAL 200-250.000 dollars

ORIGINE FONDS fonds propres actionnaires

EMP. PLEIN TEMPS 76

EMP. TEMPS PART.

NON SPECIALISES 3

SPECIALISES 63

DIRECTION 10

DEP. IMPORTAT. oui

VENTES ANNUELLES 26 millions SYL

CLIENTELE grossistes locaux

POUR CENT EXPORTE 0

MARCHE POTENTIEL moyennement solide

INT. EXPANSION oui, si le marché le permet

CONSTRAINTES fonds toujours bloqués en banque; pas de prot. tarifs libérer fonds, prot. tarifs, exemption droits de douane sur matières premières

BESOINS EXPANSION techniciens expatriés pour former mécaniciens et techn.

BESOINS FORMATION non

CREDIT PRECEDENT non

SOURCE CREDIT

INT. DIVERSIFIC. oui

SECTEUR industrie de l'immobilier

COMMENTAIRES Entre autres contraintes, alim. électricité irrégulière et appr. irrégulier en matières premières. Usine de fabrication de boîtes en carton fermée en raison de l'insuffisance du marché local. Autres lignes d'activité fonctionnent à faible rendement du fait de contraintes. Parmi les contraintes affectant l'expansion: absence de droits de douane.

12/1

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 2
LIEU	CONAKRY
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. de masse chimique pour intérieur matelas
DATE DEMARRAGE	1982
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	privé
ACTIONNAIRES	1
INVEST. INITIAL	1 million de dollars
ORIGINE FONDS	personnelle; Banque islamique
EMP. PLEIN TEMPS	30
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	2
SPECIALISES	25
DIRECTION	3
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	300 millions FG
CLIENTELE	grossistes locaux, certains détaillants, qui finissent le produit avant de le revendre
POUR CENT EXPORTE	0
MARCHE POTENTIEL	faible
INT. EXPANSION	
CONTRAINTE	absence pouvoir d'achat pour capacité production
BESOINS EXPANSION	dév. macroéconomique et pouvoir d'achat
BESOINS FORMATION	aucun
CREDIT PRECEDENT	oui
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	oui
SECTEUR	
COMMENTAIRES	N'a pas encore de champs plantés. Aimerait avoir une exploitation de 3000 ha.

ENQUETE DU SECTEUR PRIVE GUINEEN -- ANNEXE 3

	Questionnaire 3
LIEU	CONADRY/DUBREKA
ACTIVITE PRINCIPALE	prod. de céréales; aliments; exploitation avicole
DATE DEMARRAGE	projet
AIDE GOUVERN.	non
CONTROLE	cherche financement
ACTIONNAIRES	100% endettement
INVEST. INITIAL	80 millions FG
ORIGINE FONDS	
EMP. PLEIN TEMPS	350
EMP. TEMPS PART.	
NON SPECIALISES	
SPECIALISES	
DIRECTION	
DEP. IMPORTAT.	oui
VENTES ANNUELLES	34 milliards FG
CLIENTELE	nationale et exportations régionales
POUR CENT EXPORTE	?
MARCHE POTENTIEL	solide
INT. EXPANSION	oui
CONTRAINTE	financement
BESOINS EXPANSION	
BESOINS FORMATION	
CREDIT PRECEDENT	
SOURCE CREDIT	
INT. DIVERSIFIC.	
SECTEUR	
COMMENTAIRES	